



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mars 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Programme de recherche « Les sports de la défense », Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 28\)](#)

Arme nucléaire, Guerre en Ukraine

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 30\)](#)



[À VENIR \(p. 32\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE



Professeure agrégée de la faculté de droit de l'Université Laval (Canada), Julia Grignon est docteure de l'Université de Genève (Suisse). Sa thèse de doctorat, récompensée par les Prix Paul Reuter et Walther Hug et qui a fait l'objet d'une [publication aux éditions Schulthess/LGDJ](#), portait sur *L'applicabilité temporelle du droit international humanitaire*. Spécialisée en droit des conflits armés, qui a été son domaine de recherche privilégié depuis plus de 15 ans, elle a été amenée à diriger un projet de recherche relatif à *l'application extraterritoriale du droit international des droits humains en contexte d'opérations militaires extérieures* et un développement de partenariat destiné à promouvoir et renforcer le droit international humanitaire. Julia Grignon a enseigné et dirigé les travaux d'étudiants dans tous les domaines du droit international relatifs à la protection de la personne (droit international des droits humains, droit international

des réfugiés et droit international pénal). Elle est l'auteure de nombreuses publications dans des revues à comité de lecture ou dans des ouvrages collectifs et a dirigé l'ouvrage *Hommage à Jean Pictet* (Cowansville/Genève, Yvon Blais/Schulthess). Elle est également coauteure du [Online Casebook How Does Law Protect in war?](#) Outre des enseignements ponctuels et/ou des séjours de recherche en tant que professeure invitée, en Amérique du Nord, en Europe ou en Afrique, Julia Grignon a effectué une année d'étude et de recherche au sein de l'Institut des droits de l'homme et de la paix de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal).

À l'Université Laval elle a cofondé puis codirigé le [Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient](#) et codirigé la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#). En plus d'appartenir à plusieurs sociétés savantes, elle a été membre du conseil scientifique de l'IRSEM de 2016 à 2021 et est membre du [Comité pour le Concours Jean-Pictet](#) depuis 2008.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

**Note de recherche n° 122 – 3 mars.**

« [Kazakhstan, janvier 2022 : une surprise stratégique ?](#) », par COL Stéphane SAMARAN, 12 p.

Les événements survenus au Kazakhstan au cours de la première quinzaine de janvier ont eu l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel apparemment serein. La surprise a été triple : d'abord celle de la rapide transformation de manifestations pacifiques en violentes émeutes, puis celle de l'énergique reprise en main par le président Tokaïev et, enfin, celle de l'intervention inédite et efficace d'un contingent militaire de l'Organisation du traité de sécurité collective. Le retour au calme est synonyme de reconstruction, de réformes et de consolidation de l'unité nationale.

**Brève stratégique n° 32 – 4 mars.**

« [OTAN-Ukraine : quelle perspective d'adhésion ?](#) », par Amélie ZIMA, 2 p.

Le président russe Vladimir Poutine a lancé une nouvelle invasion contre l'Ukraine en février 2022, après l'annexion illégale de la Crimée en 2014 et le déclenchement de la guerre dans la région ukrainienne du Donbass. Parmi les justifications majeures avancées par le président russe figure le risque d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cependant l'analyse de la relation OTAN-Ukraine montre que l'adhésion n'est pas une perspective envisageable car Kiev ne remplit pas les critères définis par l'Alliance.

**Research Paper No. 123 – 8 mars.**

« [Armies are back in town: Urban warfare and the urbanization of violence](#) », by Florian OPILLARD, 12 p.

Since the 1980's, a worldwide urbanization process has led to the drastic rise in both the number of metropolises and their spatial imprint. Along with their generalization, inequalities and low intensity violence have both intensified. In some contexts such as Brazil or Mexico, their extent questions the traditional divide between a conventional and external use of mili-

tary forces and their intervention in so called "internal wars". Far from being a passive context of engagement, metropolises have become both epicenters of social violence, warfare targets and leveling environments for the military. Drawing from its experience in urban battles in recent years and flowing several regular armies, the French military has incorporated urban combat into its doctrines in an attempt to avoid the tactical trap metropolises represent. This research paper delineates these evolutions as well as their implications for military functions in several countries.

**Brève stratégique n° 33 – 9 mars.**

« [Guerre en Ukraine, dilemmes stratégiques en Indo-Pacifique](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

En Indo-Pacifique, l'invasion russe de l'Ukraine a ravivé la crainte du scénario de l'usage de la force dont la Chine serait l'acteur. Les réactions régionales reflètent cette crainte comme le besoin de conserver des relations stables avec la Russie. Pour les États-Unis et leurs alliés asiatiques c'est l'occasion de réfléchir sur la pertinence des alliances bilatérales historiques les liant les uns aux autres. Sont-elles en l'état assez dissuasives pour contenir l'expansion multidimensionnelle chinoise ? Fonctionneront-elles efficacement en cas de crise ?

**Note conjointe IDA/IRSEM – 11 mars.**

« [Avantages et limites de l'utilisation des forces armées dans la répression d'une activité illégale : l'opération Harpie et l'orpaillage clandestin en Guyane française](#) », par COL Emmanuel DURVILLE et François-Michel LE TOURNEAU, 21 p.

Malgré un effort continu de lutte et une réduction considérable de la présence des mineurs illégaux, environ 12 000 orpailleurs brésiliens arrachent chaque année entre 5 et 10 tonnes d'or illégalement en Guyane française. La résilience dont font preuve ces orpailleurs clandestins doit être analysée mais on peut aussi s'interroger sur le rôle à long terme des forces armées dans ce contexte et sur l'intérêt pour elles de cette mission très spécifique qu'est l'opération Harpie. Afin de contribuer à ces réflexions, cette note présente dans un premier temps les contours du monde de l'orpaillage clandestin en Guyane tant du point de vue technique que du point de vue économique et social. Nous abordons

dans un second temps le rôle des forces armées dans sa répression. Enfin, nous examinons l'opération Harpie et les possibilités de sortie de cet engagement qui court depuis presque quinze ans.



Brève stratégique n° 34 – 16 mars.

« [Clausewitz en Ukraine](#) », par Édouard JOLLY, 2 p.

Le conflit armé entre l'Ukraine et la Russie marque le retour de la guerre de haute intensité en Europe. Dans sa lettre adressée aux officiers généraux le 9 mars dernier, le général Burkhard, chef d'État-major des armées (CEMA), explique que les forces ukrainiennes, étirées et sans réserve, pourraient s'effondrer. Pour autant, le peuple en armes continuerait peut-être le combat, la grande guerre se prolongerait dans la petite.



Brève stratégique n° 35 – 28 mars.

« [La guerre en Ukraine et le droit des conflits armés](#) », par Julia GRIGNON, 2 p.

Tout conflit armé cause des dommages à la population civile ou aux biens de caractère civil, pourtant ceux-ci ne devraient jamais être l'objet d'attaque. Qu'est-ce qu'une cible licite en droit des conflits armés ? Et comment le droit appréhende-t-il les dommages incidents ? Cette brève répond à ces questions au travers du prisme des événements actuels en Ukraine.



Brève stratégique n° 36 – 29 mars.

« [Comment interpréter le refus émirati et saoudien de se ranger dans le "camp de l'Occident" sur la guerre en Ukraine ?](#) », par Fatiha DAZI-HÉNI, 2 p.

Le non-ralliement des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite au « camp occidental » mené par les États-Unis pour sanctionner la Russie dans sa guerre en Ukraine relève surtout d'une défiance à l'égard de l'allié américain et de son président démocrate. Abu Dhabi et Riyad saisissent la dynamique multipolaire pour défier Washington en affichant avec aplomb leur volonté de jouer un rôle dans les recompositions stratégiques, à l'aune du choc énergétique exacerbé par la guerre en Ukraine.



Brève stratégique n° 37 – 30 mars.

« [Médiatisation du renseignement et guerre en Ukraine](#) », par Damien Van Puyvelde, 2 p.

La guerre en Ukraine a propulsé les services de renseignement occidentaux sur le devant de la scène médiatique et souligné leur importance dans la lutte informationnelle. Lorsque les conditions le permettent, le renseignement peut être utilisé comme outil de communication publique afin de soutenir les stratégies adoptées par les décideurs politiques.



Strategic Brief No. 33 – 31 mars.

« [War in Ukraine: Strategic Dilemmas in the Indo-Pacific](#) », par Marianne Péron-Doise, 2 p.

In the Indo-Pacific, the Russian invasion of Ukraine has rekindled fears of China's possible use of force. Reactions in the region reflect this concern, with the need to maintain stable relations with Russia. For the United States and its Asian allies, it is an opportunity to contemplate the pertinence of their historical bilateral alliances. Are they sufficiently dissuasive to contain China's multidimensional expansion? Will they be effective in the event of a crisis?

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 138 – 1^{er} mars.

« [La guerre d'Ukraine, premiers enseignements](#) », avec Emmanuel DREYFUS, Yohann MICHEL et Alexandre JUBELIN, 1 h 06.

Emmanuel Dreyfus est chercheur Russie à l'IRSEM et Yohann Michel, analyste à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), notamment dans le cadre du « Military Balance ».

- 3:30 Les causes de l'intervention militaire.
- 12:00 Le plan théorique russe et les forces engagées.
- 21:30 Les révélations de la première phase.
- 34:30 La bataille informationnelle.
- 42:30 L'aide internationale à l'Ukraine.

47:00 La dimension nucléaire et de dissuasion.
52:30 Les perspectives d'évolution du conflit.



Têtes chercheuses #14 – 4 mars.

« [Poutine a-t-il déjà perdu la guerre en Ukraine ?](#) », avec Alexandre JUBELIN, 17 mn.

Épisode exceptionnellement en solo, en raison d'un imprévu de dernière minute de l'invité, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, sur son article publié dans *Le Grand Continent* : « Pourquoi Poutine a déjà perdu la guerre ».



Épisode 139 – 8 mars.

« [L'Europe face à la guerre en Ukraine](#) », avec Pierre HAROCHE et Alexandre JUBELIN, 1 h 07.

Pierre Haroche est chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM.

- 1:15 Point de situation au 7 mars 2022.
- 5:00 Les pays européens et la Russie.
- 16:00 Les divergences européennes sur la défense à la veille de l'invasion.
- 20:30 Chantiers de l'Europe de la défense.
- 27:30 Les grandes annonces et leur nouveauté.
- 36:30 La répartition des rôles entre UE et OTAN.
- 42:45 Les perspectives d'adhésion pour les pays menacés par la Russie.
- 49:30 La durabilité des mesures.
- 56:00 Autonomie européenne et relation à l'OTAN.



Épisode 140 – 11 mars.

« [Ukraine : l'heure des premiers bilans](#) », avec Joseph HENROTIN, Anna COLIN LEBEDEV, Florent PARMENTIER et Alexandre JUBELIN, 57 mn.

Joseph Henrotin est rédacteur en chef du magazine *DSI* et chercheur à l'Institut de stratégie comparée ; Anna Colin Lebedev est maîtresse de conférences à l'Université Paris-Nanterre ; Florent Parmentier est secrétaire général du CEVIPOF.

- 5:00 Les difficultés militaires russes.
- 9:30 La résistance ukrainienne et ses ressorts.
- 18:00 Le voisin moldave face au conflit.
- 27:00 La société ukrainienne et sa résilience dans le conflit.
- 31:30 Les marges de manœuvre russes.

40:00 L'équilibre politique russe autour de Vladimir Poutine.



Épisode 141 – 15 mars.

« [Des armées dans la campagne #2 : Sortir de l'OTAN ?](#) », avec Amélie ZIMA, Olivier SCHMITT et Alexandre JUBELIN, 1 h 17.

Amélie Zima est chercheuse à l'IRSEM, Olivier Schmitt, directeur des études de l'IHEDN.

- 3:00 L'OTAN et la genèse de la guerre en Ukraine.
- 16:30 Les réactions otaniennes à la guerre.
- 25:30 Les propositions de sortir de l'OTAN.
- 30:00 Droits et devoirs de l'appartenance à l'OTAN.
- 38:00 Être dans le commandement militaire intégré ou ne pas y être.
- 53:00 L'importance de l'OTAN dans le fonctionnement des armées françaises.
- 1:02:30 Sortir de l'OTAN.



Épisode 142 – 18 mars.

« [Donner une voix à la Grande Muette](#) », avec Hervé GRANDJEAN et Alexandre JUBELIN, 1 h 34.

Hervé Grandjean est le porte-parole du ministère des Armées.

- 2:00 Du parcours d'ingénieur militaire à l'arrivée au ministère.
- 14:00 Les contours du métier.
- 22:00 Périmètre et géométrie de la fonction.
- 39:00 La répartition des rôles dans la communication sur les armées.
- 47:00 Le positionnement par rapport aux militaires.
- 58:00 Les armées et la communication.
- 1:14:00 Les armées dans la campagne.
- 1:17:00 Points hauts et creux de la vague.



Épisode 143 – 22 mars.

« [Ukraine : où va la guerre ?](#) », avec Olivier KEMPF et Alexandre JUBELIN, 1 h 05.

Olivier Kempf, général à la retraite de l'armée de terre, est chercheur associé à la FRF, fondateur du cabinet « La Vigie ».

- 3:30 L'état des forces militaires au 21 mars.
- 22:00 Les possibilités d'escalade du conflit.
- 37:15 Le problème du statut de la Russie à l'issue de la guerre.

46:00 La perspective d'un cessez-le-feu.
 52:00 Les contours d'un accord possible.
 1:00:00 Les conséquences sur l'ordre mondial.



Épisode 144 – 25 mars.

« Russie-Ukraine: les limites de la "guerre hybride" », avec Louis PÉTINIAUD et Alexandre JUBELIN, 29 mn.

Cet épisode explore avec Louis Pétiniaud, géographe et chercheur au centre Géode (Géopolitique de la datasphère) de Paris 8, une facette peu visible du premier mois de conflit : la dimension cyber et numérique, parfois appelée « guerre hybride », et ses limites dans une guerre de haute intensité.



Épisode 145 – 29 mars.

« Les fantômes de Barkhane », avec Rémi CARAYOL et Alexandre JUBELIN, 55 mn.

Rémi Carayol est un journaliste indépendant spécialiste du Sahel, auteur notamment d'une série d'articles sur les origines coloniales de l'opération Barkhane, publiés dans *Afrique XXI*.

[Avertissement : Cet épisode a été enregistré bien avant le début de la guerre en Ukraine et n'y fait donc aucune référence.]

4:30 Le projet et la genèse de l'enquête.
 10:30 La rémanence d'un imaginaire colonial et ses conséquences potentielles.
 18:15 Le « mythe de l'homme bleu ».
 27:00 Bernard Lugan et son influence.
 39:30 Le monde militaire et les sciences sociales.
 46:00 Ambiguïtés de la figure de Lyautey.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

**OUVRAGES PUBLÉS
 PAR LES CHERCHEURS**



Nicolas REGAUD, Bastien ALEX et François GEMENNE (dir.), La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique, Presses de Sciences Po, mars 2022, 288 p.

Spécialistes des questions de défense et de climat, les auteurs du premier livre consacré à cet immense enjeu dressent un panorama des risques stratégiques et opérationnels associés au dérèglement climatique. Ils anticipent les contours de la « guerre chaude » qui s'annonce en analysant les défis auxquels les forces armées seront confrontées et la façon dont elles pourront contribuer à les relever.

Un monde plus chaud sera aussi un monde plus violent. Alors qu'une hausse des températures d'à peine 1° C depuis l'ère préindustrielle a déjà des conséquences préoccupantes pour la sécurité nationale et internationale, il ne fait pas de doute que cette tendance va s'amplifier et nous faire entrer dans une longue période de tensions.

Les armées ne doivent pas seulement réduire leur empreinte carbone. Acteurs majeurs de la paix et de la sécurité, elles doivent aussi s'adapter à une situation qui affecte lourdement leurs missions et leurs capacités pour s'engager dans une véritable politique de sécurité climatique.

Outre [Nicolas Regaud](#) qui le dirige, deux chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage qui a également bénéficié du soutien de l'Institut : [Océane Zubeldia](#) et [Adrien Estève](#).



Pierre JOURNOUD (dir.), Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947, Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », 464 p.

La rapidité de la réémergence de la Chine depuis au moins un quart de siècle fascine autant qu'elle inquiète.

La rivalité stratégique entre les deux premières puissances mondiales, les États-Unis et la Chine, tend à bipolariser à nouveau les relations internationales. Troisième côté du « triangle stratégique », l'Asie du Sud-Est apparaît comme l'un des espaces privilégiés de cette compétition

intensive et globale – politique, militaire, économique et culturelle –, dans sa double dimension terrestre et de plus en plus maritime. Réunis depuis 1967 au sein de l'ASEAN, les États cherchent aussi collectivement à échapper à tout processus de satellisation. Fondé sur une fructueuse complémentarité entre les approches historique et géopolitique, cet ouvrage éclaire d'un jour nouveau quelques-unes des grandes étapes de l'intensification de la rivalité sino-américaine en Asie du Sud-Est, de la naissance de la guerre froide en 1947 au début des années 2020, en passant par la longue et tragique succession des conflits indochinois.

Avec ses vingt-deux auteurs aux profils variés, cet ouvrage est le premier de la collection pluridisciplinaire « Asies contemporaines », dirigée par Pierre Journoud et Benoît de Tréglodé.

PROGRAMME DE RECHERCHE

LES SPORTS DE LA DÉFENSE

Le domaine « Défense et société » a ouvert un nouveau terrain de recherche portant sur les sports de la défense. L'objectif général de cette démarche est de contribuer au renouvellement de la sociologie du militaire en investissant des thématiques encore peu développées telles que l'usage et la politique du sport par les armées. En effet, le sport apparaît comme un élément absolument essentiel de la préparation physique et opérationnelle du soldat, en même temps qu'il offre des opportunités de rayonnement bien spécifiques.

Notre démarche est donc d'établir un état des lieux des politiques et usages du sport par les armées françaises, de façon à en identifier les différents enjeux, tant au niveau militaire (préparation opérationnelle, cohésion, exercice d'influence) que civilo-militaire (soutien au sport de haut niveau, formation des cadres sportifs, contribution au développement du « sport pour tous »).

Tout au long de l'année nous effectuerons ainsi des missions régulières au Centre national des sports de la défense (CNSD) situé à Fontainebleau, mais aussi éventuellement en régiments et dans quelques manifestations sportives (championnats du monde militaires organisés en France, par exemple). Ce programme de recherche donnera lieu à une étude, une note de recherche ainsi qu'à une journée d'étude à l'automne 2022.

Ce mois-ci nous avons rencontré le commandant du Bataillon de Joinville, Armée de champions, le chef de bataillon François.

Qu'est-ce que le Bataillon de Joinville ? Quels sont les intérêts pour le MINARM et le MININT de soutenir le sport de haut niveau ?

Le Bataillon de Joinville a été créé en 1956 pour permettre aux athlètes de haut niveau de poursuivre leur entraînement sportif durant leur service militaire. L'Armée de Champions quant à elle voit le jour en 2003, après l'arrêt de la conscription, et fait suite à un premier accord cadre interministériel entre le ministère de la défense et le ministère des sports. Un deuxième accord interministériel est signé en 2014 entre le ministère de la défense, le ministère des sports, le ministère de l'intérieur et la ministre déléguée chargée des personnes handicapées. En 2015 c'est le réveil du Bataillon de Joinville après avoir été mis en sommeil depuis 2002 avec l'affectation de l'ensemble des sportifs de haut niveau de la défense au Centre National des Sports de la Défense de Fontainebleau.

Ce dispositif permet au MINARM et MININT la signature de contrats avec des athlètes de haut niveau valides et en situation de handicap dans le but de leur permettre de pratiquer leur sport dans les meilleures conditions possibles. Ces athlètes sont intégrés aux trois armées et à la gendarmerie pour les valides avec le statut de militaire et au secrétariat général pour l'administration ou au ministère de l'intérieur pour les athlètes en situation de handicap avec le statut d'agent civil sur contrat.

Ce faisant les armées et la gendarmerie participent de la politique de soutien du sport de haut niveau en France, à l'instar d'autres grandes entreprises françaises (SNCF, RATP, Douane). La nouvelle politique interministérielle est orientée vers le triple objectif en faveur des sportifs de haut niveau : performance sportive, accompagnement socio-professionnel et citoyenneté (valeurs militaires). Les athlètes de haut niveau intègrent une institution dont ils partagent les mêmes valeurs telles que l'engagement, le dépassement de soi et le sens de la mission. Les athlètes en situation de handicap jouent un rôle important pour l'inclusion par le sport. De façon générale, le MINARM et le MININT s'appuient sur leurs athlètes de haut niveau pour des opérations de relations publiques lors de grands événements militaires ou civils.

Ces sportifs sont une fierté pour l'institution car ils portent les couleurs des armées et de la gendarmerie nationale et participent au rayonnement de la France à l'étranger lors de compétitions internationales et des Jeux olympiques et paralympiques. Par ailleurs, ils renforcent les sélections nationales militaires au côté des réservistes et des militaires d'active et participent aux épreuves militaires nationales et internationales.

2021 et 2022 ont été des années olympiques et paralympiques. Pouvez-vous revenir sur les performances de vos athlètes et para-athlètes ? Quelles sont les perspectives pour les prochains Jeux olympiques et paralympiques qui auront lieu à Paris en 2024 ?

Les performances de nos athlètes aux Jeux d'été à Tokyo ont été extrêmement satisfaisantes. 72 % de nos athlètes et para-athlètes sélectionnables ont été qualifiés pour les Jeux et ont remporté la moitié des médailles d'or. Les résultats des Jeux olympiques d'hiver à Pékin ont été plus mitigés mais cela ne concerne pas seulement les athlètes du Bataillon de Joinville mais bien l'ensemble de la délégation française. En revanche, les résultats des Jeux paralympiques d'hiver ont été très satisfaisants : 95 % de nos athlètes et 100 % des para-athlètes sélectionnables ont été qualifiés pour les Jeux.

La France sera en effet l'organisatrice des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Dans ce cadre, un protocole de soutien au sport de haut niveau français a été signé en 2019, qui vient compléter l'accord-cadre interministériel de 2014 et engageant le ministère des Armées, le ministère de l'Intérieur, le ministère des Sports et la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées à développer des actions communes. À la fin de l'année 2022, 173 athlètes seront affectés au Bataillon de Joinville dont 33 en situation de handicap. Au-delà de cette échéance, ce protocole vise à renforcer dans la durée les liens entre les ministères des Armées et de l'Intérieur et le mouvement sportif dans le cadre de l'héritage post-olympique, mais aussi de développer l'innovation dans les secteurs de la recherche, du développement et du handicap en particulier.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits armés

Camille TROTOUX

Chercheuse Sociologie militaire

ÉVÉNEMENTS

4 mars : Webinaire « Les paysages moraux des drogues : présentation du numéro spécial de la revue *Politique africaine* ».



L'équipe du numéro spécial « Paysages moraux des drogues » de la revue *Politique africaine* a présenté les résultats de leurs recherches lors d'un webinaire IRSEM le vendredi 4 mars. Organisé par [Maxime Ricard](#), contributeur à ce numéro avec Félix Kouamé Grodji (Université Alassane Ouattara de Bouaké), cette conférence a permis de questionner le prisme sécuritaire

pour comprendre la question des drogues en Afrique. Celle-ci fait aujourd'hui l'objet de larges focalisations politiques et institutionnelles, lesquelles ont des impacts sur la littérature scientifique. Corentin Cohen, de l'Université d'Oxford, a présenté la démarche du numéro en tant que co-responsable, soulignant les limites des conceptions sécuritaires des drogues sur le continent africain, qui s'appuient sur des chiffres contestables et servent surtout l'agenda politique de certains États. Il a notamment souligné que, contrairement aux idées reçues, les États ont une relation complexe à ces trafics et ne sont pas forcément « déstabilisés » par ceux-ci, ces trafics nécessitant de la stabilité. Ces circulations ne contestent pas forcément l'ordre ou l'État, mais il existe de profonds débats moraux sur la manière dont les drogues configurent les espaces sociaux.

Maxime Ricard et Félix Kouamé Grodji ont chacun à son tour présenté différents aspects de leur papier « Fumoirs et relations d'interdépendance : négocier l'ordre social à Abobo, Abidjan » dans lequel ils soulignent que les fumoirs comme lieux d'échange et de consommation de différentes drogues en Côte d'Ivoire sont devenus avec le temps des institutions sociales. Dans la commune d'Abobo à Abidjan, ceux-ci sont une partie intégrante d'une économie de la violence qui s'est construite sur le terrain d'un ghetto social, renforcée par l'effet paroxystique de la guerre. Les relations d'interdépendance construites autour de ces fumoirs constituent des configurations réunissant une diversité d'acteurs, façonnant l'ordre social. La légitimité des fumoirs se négocie ainsi à travers des pratiques à la fois coercitives et morales, en particulier avec des entrepreneurs de morale au sens d'Howard Becker (notamment des religieux) mais aussi avec différentes formes de mobilisation de vigilantisme. Ce sont des rap-

ports de force, mais aussi une production de sens *via* des relations magico-religieuses, à l'encontre d'une perspective selon laquelle le monde social de la drogue serait uniquement régi par des logiques de « marché ».

Gernot Klantschnig (Université de Bristol) a ensuite présenté le papier écrit avec Ini Dele-Adedeji (Université d'Édimbourg). Cette recherche sur l'économie morale du tramadol à Lagos au Nigéria questionne les récits moraux que les agents de l'État et du marché adoptent pour légitimer leur travail. À travers le prisme de l'économie morale, ils montrent en quoi ces récits sont liés à des luttes de pouvoir plus larges au sein du marché pharmaceutique et entre les instances de régulation. L'article soutient que la nature morale ambiguë du tramadol est essentielle pour comprendre un médicament officiellement stigmatisé et, pourtant, largement utilisé et commercialisé. Gernot Klantschnig a aussi détaillé l'étendue de cette circulation dans la société nigérienne, le tramadol étant à la fois utilisé pour soulager la douleur notamment dans des secteurs de l'économie dite informelle très difficiles, mais aussi pour des raisons récréatives. En plus de contribuer à soulager des travailleurs, le tramadol est aussi également une source d'emplois, car il constitue un moyen de subsistance pour les commerçants.

Lors de la séance de questions, les débats ont en particulier porté sur la portée comparative de ces recherches en Afrique par rapport à d'autres mondes sociaux comme en Amérique latine, sur les dimensions magico-religieuses de ces circulations de drogues, ainsi que sur le comportement des acteurs étatiques face à ces trafics dans une perspective comparée.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

8 mars : Visite d'élèves de l'École polytechnique à l'École militaire.



L'IRSEM a reçu le 14 mars la visite d'élèves polytechniciens, accompagnés de M. Thomas Lindemann, professeur de géopolitique à l'École polytechnique et membre du conseil scientifique de l'IRSEM. Ils ont été accueillis par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, [Caroline Verstappen](#), secrétaire générale, et [Benoît Rademacher](#), directeur du domaine « Armement et économie de défense ». Après une visite du site historique de l'École militaire animée par un conférencier, ils ont pu échanger avec Jean-Vincent Holeindre et Benoît Rademacher sur les activités de l'IRSEM. La présentation de l'IRSEM a été l'occasion de leur faire découvrir les spécificités de l'Institut, le rôle qu'il joue au sein du ministère des Armées et son rayonnement dans le monde universitaire. La discussion a également porté sur les différences d'approche entre les sciences dites « dures » et les sciences humaines et sociales, et les apports croisés entre les différentes disciplines scientifiques. Et pas seulement de façon théorique : le témoignage de Benoît Rademacher, ingénieur en chef de l'armement et ancien élève de l'École polytechnique, a confirmé l'attrait de la recherche stratégique et l'intérêt de s'y investir pour des profils scientifiques différents et complémentaires de ceux des chercheurs de l'IRSEM. Une belle ouverture pour ces futurs ingénieurs, qui ont été ravis de cette matinée de découverte, sur les plans historique, scientifique et stratégique.

Benoît RADEMACHER
Directeur du domaine « Armement et économie de défense »

10 mars : Webinaire « Environnement et conflits – La construction d’une politique climatique de défense aux États-Unis », IRSEM/Institut des Amériques, avec Jean-Daniel COLLOMB (Université Grenoble Alpes).



Le 10 mars s’est tenu un webinaire de deux heures consacré à la construction d’une politique de défense aux États-Unis et organisé conjointement par l’IRSEM et l’Institut des Amériques (IDA) dans le cadre du cycle de séminaires conjoints 2022 intitulé « Environnement et conflits dans les Amériques ». [Adrien Estève](#) présentait ses travaux en présence de Jean-Daniel Collomb, Kevin Parthenay, Jean-Baptiste Velut et [Camille Boutron](#) ; le séminaire était présidé et modéré par [Maud Quessard](#).

Dans cette présentation, Adrien Estève a retracé les différentes étapes de la construction d’une politique environnementale et climatique au sein du département de la Défense des États-Unis. Dans un premier temps, il a montré comment les controverses sur les conséquences environnementales des conflits armés, liées à la politique de mise en conformité des installations militaires aux normes environnementales fédérales, ont représenté les premières confrontations du secteur de la défense aux problèmes écologiques. Ensuite, il a indiqué comment les premières études prospectives sur l’impact sécuritaire des variables environnementales et climatiques ont pénétré la réflexion doctrinale et stratégique, avec un intérêt particulier pour certaines régions du monde comme l’Arctique. Enfin, il a montré comment le développement de la réflexion doctrinale initiée dans le contexte favorable des administrations Obama, puis Biden, a vu des experts civils et militaires de la sécurité climatique gagner en influence dans les politiques de défense.

Une série de questions et de débats particulièrement riches ont suivi cet argumentaire abondant aussi bien les enjeux politiques et partisans aux États-Unis concernant la question du changement climatique que le rôle des armées américaines ou les modalités et enjeux de la dépollution.

Adrien ESTÈVE
Postdoctorant

Maud QUESSARD
Directrice du domaine
« Espace euratlantique – Russie »

11 et 25 mars : Webinaires sur les crises au Sahel, AFD-CAPS-IRSEM.

Dans le contexte des crises en cours au Sahel, Élodie Riche (Agence française pour le développement), Jean-Fabien Steck (Centre d’analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères) et [Maxime Ricard](#) (IRSEM) ont organisé les deux derniers ateliers d’une série de webinaires consacrés à deux thématiques : les crises de la démocratie au Sahel (11 mars) et les colères nationalistes au Sahel et la relation avec la France (25 mars). Ces webinaires sont réalisés dans une logique « 3D » (défense, diplomatie, développement) et organisés sous le format Chatham House.

Le premier atelier, le 11 mars, a réuni des chercheurs ainsi qu’un artiste pour analyser les défis auxquels fait face le mode de gouvernement démocratique au Sahel. Malgré le développement du multipartisme à partir des années 1990, le poids des militaires dans de nombreuses sociétés sahéniennes ainsi qu’une globale insatisfaction populaire pour les modèles démocratiques mis en place soulignent que ce mode de gouvernement est en profonde crise. Même si, par nature, la démocratie induit de nombreux débats parfois intenses dans toutes les sociétés, les coups d’État récents au Mali, au Burkina Faso mais aussi en Guinée ont illustré la profondeur de la crise. De nombreux enjeux ont été analysés par les panelistes, en particulier la question de la relation ambiguë des acteurs internationaux, notamment européens, aux régimes politiques démocratiques ou autoritaires. L’importance d’analyser les sociétés sahéniennes en dehors du carcan État-société civile, en s’intéressant à d’autres acteurs des sociétés, a été mise en avant. La question complexe du rôle des religieux dans le jeu politique sahéni a été évoquée, une variable souvent peu prise en compte pour comprendre les évolutions politiques locales. Les intervenants ont particulièrement souligné que les conditions de dépendance des pays sahéniens rendent difficile une pratique de

la démocratie. Enfin, ils ont souligné l'importance de la performance de l'État (socialement et économiquement entre autres) pour favoriser un jeu politique pluriel au Sahel.

Le deuxième atelier, le 25 mars, animé par Jean-Fabien Steck, a réuni deux chercheurs et deux activistes sur une question d'importance qui est celle des colères nationalistes au Sahel et la relation avec la France. Une distance critique a été proposée pour analyser les erreurs commises lors de cette dernière décennie par la France mais aussi plus globalement les pays européens dans leurs relations aux pays sahéliens, en particulier l'approche trop coercitive et le manque d'une réponse sociale aux crises. Une partie importante du webinaire a aussi été consacrée à analyser comment le « ressentiment » post-colonial configure les opinions sahéliennes dans le contexte de l'intervention Barkhane. L'agrégation du difficile passé colonial, des évolutions politico-sociales internes que nous comprenons mal, une volonté d'émancipation des jeunes, des manipulations politiques intérieures ou extérieures constituent des défis sur lesquels la France devra s'investir pour les panelistes. Les traits futurs d'une politique française et européenne ont été proposés par plusieurs panelistes, notamment concernant la manière dont l'aide mais aussi la coopération sécuritaire doivent être transformées pour répondre aux demandes et non pas être définies par l'offre.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

14 mars : Conférence en ligne « Enjeux stratégiques du changement climatique ».



À l'occasion de la parution de l'ouvrage collectif *La Guerre chaude*, dirigé par [Nicolas Regaud](#), Bastien Alex et François Gemenne, l'IRSEM a organisé une conférence le 14 mars sur le thème « Enjeux stratégiques du changement climatique ». Ce séminaire, auquel ont pris part de nombreux contributeurs à l'ouvrage, a mis en lumière les impacts du changement climatique sur le contexte stratégique et la sécurité internationale, les enjeux opérationnels pour les armées et les réponses apportées par le secteur de la défense.

Le professeur Jean Jouzel, climatologue, a introduit la conférence en rappelant la nécessité absolue pour l'humanité de renforcer les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et s'est fortement inquiété des risques de manipulation du climat par les partisans de la géo-ingénierie.

Une première table ronde, modérée par Sofia Kabbej (IRIS), a abordé la question des grands enjeux du changement climatique pour la défense. Raphaëla Engel (SEAE) a présenté la Feuille de route européenne sur le changement climatique et la défense, insistant sur le besoin de réflexion sur les normes et objectifs européens et la nécessité d'un fort engagement des États membres. Nicolas Regaud (IRSEM) a ensuite présenté l'action du ministère des Armées en matière de sécurité environnementale et climatique. Engagé très tôt dans la défense verte, celui-ci n'aborde la question de la sécurité climatique que depuis peu et manque d'une gouvernance de la question climatique. Le général Vincent Breton (EMA/PESM) a quant à lui évoqué les enjeux opérationnels du changement climatique dont les défis modifieront la nature des engagements opérationnels qui seront davantage tournés vers le

secours humanitaire, la protection de l'environnement et les crises régionales liées à la crise climatique. Le colonel Patrick Gindre (EMAT/COMTN) a poursuivi une réflexion sur la protection des populations face aux catastrophes naturelles qui se multiplieront et s'intensifieront sur le territoire national, rendant nécessaire le renforcement de la coopération entre les acteurs de la sécurité civile. Enfin, Elisande Nexon (FRS) et Anne Sénéquier (IRIS) ont toutes deux mis en lumière les enjeux sanitaires liés au changement climatique. Ce dernier décuple les risques pour la santé humaine : circulation de pathologies infectieuses, risque d'apparition de maladies inconnues...

Un second temps d'échanges, animé par Tom Haristias (DGRIS), a été consacré aux zones vulnérables face au risque climatique. Alexandre Taithe (FRS) a souligné les effets du changement climatique en Arctique, qui avait généré la perception de l'apparition d'un nouvel Eldorado lié aux ressources minières et énergétiques devenues exploitables du fait de la fonte des glaces et à l'ouverture de nouvelles routes maritimes, ainsi que de nouvelles tensions entre États riverains et au-delà. Bastien Alex (WWF) a ensuite évoqué le Sahel, zone fortement exposée avec une pression accrue sur la biodiversité et sur les populations. Le climat révèle une incapacité collective à mettre en place une coopération intégrée entre tous les acteurs. Julia Tasse (IRIS) a quant à elle mis en avant la région sud-est asiatique et deux grands facteurs qui y sont observés : l'existence de conditions géopolitiques et climatiques pour l'émergence de crises et l'apparition d'une coopération encore timide sur les questions environnementales. François Gemenne (Université de Liège/Sciences Po) a conclu cette séquence par une analyse des enjeux dans le Pacifique, distinguant quatre grands impacts dans la région : exposition aux épisodes climatiques extrêmes, insécurité alimentaire, renforcement de la surveillance maritime et hausse du niveau des mers.

La dernière partie de la conférence, modérée par [Benoît Rademacher](#) (IRSEM), a décrit les initiatives de la défense en matière de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement. Hélène Perret (DGA/SASD) a présenté la politique environnementale du ministère des Armées avec trois grands enjeux pour ce dernier : l'énergie, la biodiversité et la gestion des déchets. L'efficacité opérationnelle reste toutefois prioritaire. Caroline Maisonneuve (DGA/DT) a poursuivi en évoquant l'écoconception qui prend en compte les questions environnementales et énergétiques dans la conception des systèmes d'armes et de plus en plus la nécessité de leur adaptation au changement climatique. [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) a analysé la réponse de l'UE et de l'OTAN au défi

énergétique. Celles-ci ont des impératifs industriels et stratégiques comparables. Si le risque de compétition est réel, la coopération reste possible compte tenu de leurs objectifs communs. Marine de Guglielmo (Paris VIII) a enfin traité des enjeux de la géo-ingénierie, une approche de plus en plus défendue à l'échelle internationale mais dangereuse à plusieurs titres : absence de prise en compte de son impact environnemental, risque de dépendance et absence de gouvernance internationale.

Bertrand Lavergne (DGRIS) a clôturé cette conférence en proposant quelques axes de progrès pour la défense française : renforcement des capacités d'anticipation, adaptation effective des forces, réduction de l'empreinte environnementale et coopération internationale.

Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

15 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mercredi 15 mars s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, organisé et animé par le directeur scientifique de l'Institut, le Pr [Jean-Vincent Holeindre](#), en lien avec le Service historique des armées représenté par l'historien Gilles Ferragu. Marie-Gabrielle Bertran, doctorante à l'université Paris 8, au sein du laboratoire Geode, y a fait une présentation sur sa thèse : « Analyse géopolitique des nouvelles stratégies de contrôle du numérique par l'État en Russie : le code comme nouvel enjeu de pouvoir ».

Marie-Gabrielle Bertran pose la question des relations entre acteurs publics et privés dans le domaine de la cybersécurité et de l'intégration du facteur cyber dans la stratégie de puissance russe. Portée par la question de recherche suivante : « comment s'élabore la stratégie de puissance et de contrôle du numérique de l'État en Russie ? », la thèse s'organise autour de 4 axes de

recherche : les objectifs de la politique de souveraineté numérique russe, son influence sur les pratiques des travailleurs du numérique, ses conséquences sur les relations entre les acteurs du secteur en Russie et, enfin, ses conséquences sur les pratiques et relations internationales du pays.

La première partie de la thèse est dédiée à l'émergence du secteur du numérique en Russie et aux rapports ambigus entre le milieu cyber et les secteurs de la sécurité et du renseignement. La doctorante s'appuie notamment sur une étude sociologique afin de souligner la spécificité des relations entre les acteurs du milieu, influencées par une série de pratiques et modes d'interactions ancrés dans la culture russe et pour une part héritées de pratiques s'étant répandues sous le régime soviétique. Dans cette première partie sont montrées les accointances nouées entre le secteur public, notamment militaire, et les oligarques ayant investi massivement le milieu du numérique au cours du XXI^e siècle. Par une série de liens complexes, les travailleurs du numérique, souvent précaires, peuvent se trouver associés au secteur militaire, et notamment au FSB (Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie).

La deuxième partie du travail de recherche est consacrée à la reprise en main du secteur numérique par l'État russe à partir du mandat de Dmitri Medvedev (2008-2012). Celle-ci se fait notamment au niveau normatif : une série de lois promulguées à partir de 2010 illustre la volonté de contrôle du milieu numérique par l'État tout en permettant de créer un cadre incitatif pour les entreprises et pirates informatiques se dédiant au service des intérêts de l'État, en Russie comme à l'international. Ainsi, la doctorante montre qu'un système de mercenariat se met en place dans le secteur de la cybersécurité en Russie, image renforcée par les accointances prouvées entre groupes cybercriminels et État, à commencer par le FSB.

La présentation de Marie-Gabrielle Bertran a fait l'objet d'une discussion discutée par Gilles Ferragu puis Jean-Vincent Holeindre.

Gilles Ferragu a notamment pointé l'intérêt du travail de comparaison dans la prise en compte du milieu cyber comme espace à part entière, ainsi que l'importance du travail sémantique : le floutage entre le légal et l'illégal, le licite et l'illicite visible dans ces travaux nous interroge sur la difficulté d'établir un curseur de la criminalité dans un cyberspace déjà complexe. Dans une certaine mesure, les pirates informatiques liés à l'État russe deviennent des corsaires modernes. La discussion avec les Pr Ferragu et Holeindre a permis de souligner d'importantes questions

sous-jacentes : existe-t-il une « Nation » numérique ? Quel statut pour ce genre de mercenariat ? Et surtout, peut-on vraiment contrôler l'internet ?

La présentation a été suivie par les questions des doctorants présents dans l'assistance, ainsi que par un tour de table sur l'impact de la situation en Ukraine sur les travaux de ces derniers. Les travaux de Marie-Gabrielle Bertran, s'inscrivant dans l'actualité récente, ont été particulièrement impactés par cette dernière, plusieurs des hypothèses de la doctorante se voyant confirmées.

Selim DOREL
Assistant de recherche

16 mars : Séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel ».

Tous les six mois, l'IRSEM organise un séminaire fermé réunissant une douzaine de chercheurs et acteurs de terrain spécialistes du Sahel, civils et militaires du MINARM, du MEAE et de plusieurs institutions, pour discuter de l'opération Barkhane et de la stratégie française au Sahel, organisé sous le format Chatham House. L'objectif est de prendre le pouls du terrain et des analyses en cours ainsi que de confronter les points de vue, pour en tirer des enseignements. Le 16 mars, un séminaire a été organisé exceptionnellement dans le contexte du départ de l'opération Barkhane du Mali, mais aussi du coup d'État récent au Burkina Faso.

Dans un contexte de dégradation sécuritaire continue au Sahel, les participants au séminaire ont notamment analysé les reconfigurations liées au retrait de l'opération Barkhane au Mali, l'impact du groupe Wagner sur la situation sécuritaire au Mali et ses conséquences stratégiques plus globales, l'extension de la menace djihadiste aux pays côtiers et les réponses jusqu'ici développées par les pays concernés, l'évolution de la transition burkinabé à la suite du coup d'État de janvier 2022, la situation politique au Nord-Mali, ou encore la question du positionnement nigérien. Enfin, les participants ont discuté de différentes pistes de stratégie futures dans le cadre de la reconfiguration de la présence française au Sahel.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

17 mars : Journée d'étude « Les ambitions stratégiques de la Turquie », coordonnée par Sûmbül KAYA (IRSEM) et Pierre RAZOUX (FMES), Toulon.



La politique étrangère turque des années 2000, valorisant un discours de *soft power*, a laissé la place depuis 2016 à une politique étrangère plus militarisée, souvent décrite comme agressive : interventions successives en Syrie, en Libye, en Irak, tensions en Méditerranée orientale avec la Grèce, isolement au sein de l'OTAN à la suite de l'achat de S400 à la Russie, entre autres. Aujourd'hui, la Turquie semble sortir de son isolement, et amorcer son retour sur la scène internationale et régionale (Israël, Émirats arabes unis notamment). Alors que se profilent des échéances électorales cruciales (élections présidentielles et législatives en 2023, centenaire de la République turque), cette journée d'étude coorganisée avec la FMES à Toulon, le 17 mars 2022, a été l'occasion de se pencher successivement sur les questions de politique intérieure et étrangère du gouvernement de l'AKP.

Un premier panel sur les questions intérieures et de sécurité de l'AKP (modéré par Pierre Razoux, FMES) a permis d'aborder les enjeux des prochaines élections (Élise Massicard, CERI – Sciences Po), mais également les débats internes soulevés par la guerre en Ukraine et ses conséquences pour la Turquie (Jean-François Pérouse, Toulouse-Jean Jaurès). [Sûmbül Kaya](#) (IRSEM) a évoqué la réorganisation de l'armée turque à la suite de la tentative de coup d'État de 2016, mettant en avant l'impact de ces bouleversements institutionnels dans la militarisation de la politique étrangère. Elle est également revenue sur l'intervention turque en Libye et les derniers développements dans le pays, qui s'inscrivent dans une dynamique plus générale de réorientation des missions de l'armée de l'intérieur vers l'extérieur du pays.

Dans la continuité de ce premier panel, la question du voisinage proche a été abordée dans un second panel (modéré par Sûmbül Kaya). Yohan Benhaïm (IFEA) a ainsi présenté une communication portant sur les évolutions de la politique turque dans les régions kurdes d'Irak. Jean Marcou (IEP de Grenoble) est revenu sur les tensions en Méditerranée orientale de 2020, autour des enjeux énergétiques. Il est revenu sur l'historique des tensions avec la Grèce, et a présenté l'ambition turque en matière d'énergies (projet Turkstream) ainsi que les grands projets gaziers en cours ou futurs (EastMed) et leurs enjeux pour Ankara. Marie Jégo (*Le Monde*) pour sa part est revenue sur l'historique des relations entre l'Ukraine et la Turquie, et l'intérêt des Turcs pour des savoir-faire ukrainiens en matière militaire.



Enfin, les questions extérieures et stratégiques ont été analysées par Dorothee Schmid (IFRI) et [Emmanuel Dreyfus](#) (IRSEM). Ce dernier panel (modéré par Thomas Delage, *Diplomatie*) s'est notamment penché sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui ouvre un nouveau contexte stratégique auquel la Turquie va devoir faire face, questionnant son positionnement entre sa solidarité otanienne et ses ambitions régionales affichées depuis 2016. Emmanuel Dreyfus a particulièrement insisté sur l'interdépendance entre la Russie et la Turquie, tandis que Dorothee Schmid a mis en avant l'opportunité qu'offre ce conflit à court terme pour la Turquie, en lui permettant de retrouver une posture respectée de médiateur.

Sûmbül KAYA
Chercheuse Turquie

18 mars : Petit-déjeuner Afrique « Les effets de l'intervention internationale sur l'administration locale dans les régions du nord du Mali », avec Denia CHEBLI.



Organisé par [Anne-Laure Mahé](#) et [Maxime Ricard](#), le petit-déjeuner Afrique du vendredi 18 mars a porté sur les effets de l'intervention internationale sur l'administration locale dans les régions du nord du Mali. Cette recherche a été présentée par Denia Chebli, docteure en science politique de l'université Panthéon-Sorbonne et spécialiste des mouvements politiques armés au Nord-Mali. Sa thèse, défendue en 2021, a porté sur le Mouvement de libération nationale de l'Azawad (MNL). Lors de sa présentation, elle a analysé comment l'intervention internationale et ses différentes composantes ont contribué à légitimer le gouvernement des hommes en armes, avec un impact direct sur l'administration locale. Dans la logique de l'accord d'Alger et de son application par les organisations de médiation, de nombreux chefs de mouvements armés ont été promus comme autorités intérimaires à des postes de maires ou de présidents des conseils régionaux ou de cercle. Beaucoup aussi ont pris des positions de pouvoir à Bamako au sein des institutions créées dans le cadre de l'accord d'Alger.

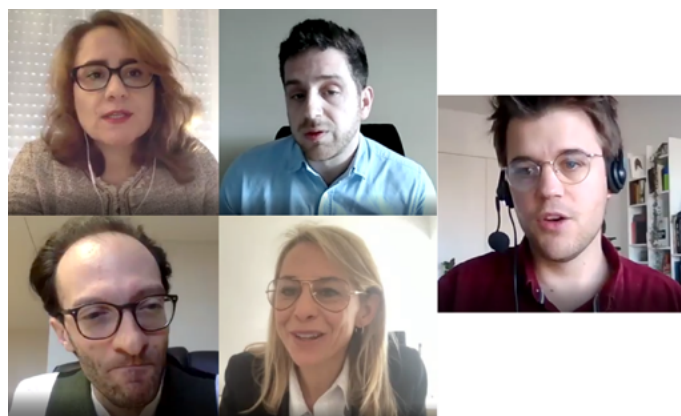
À travers des analyses de trajectoires biographiques et sociales, d'enquêtes réalisés dans les coulisses de l'accord d'Alger, elle a notamment montré comment différents capitaux (sociaux, éducatifs, économiques, etc.) détenus avant la guerre par les dirigeants politiques des mouvements armés issus des dissidences des mouvements dits « azawadiens » ont configuré l'évolution politique du Nord-Mali. Le capital militaire devient dans ce contexte un capital politique et économique, permettant la création de réseaux de clients. L'analyse des chevauchements et des cumuls des positions de pouvoir permet de com-

prendre les interrelations entre anciens rebelles, État malien et acteurs internationaux.

Les questions de la salle ont notamment porté sur le rôle des hommes en armes pour le changement social au Sahel et plus globalement dans des situations de rébellion en Afrique, le jeu de la cooptation étatique au Mali dans une perspective historique, l'actualité du Cadre stratégique permanent et globalement les changements politiques récents dans le Nord-Mali, ainsi que les effets du retrait de l'opération Barkhane pour le Nord-Mali.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

18 mars : Webinaire : « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe ».



Vendredi 18 mars, l'IRSEM organisait en ligne le webinaire intitulé « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe ». Celui-ci était animé par les chercheurs [Emmanuel Dreyfus](#), [Maxime Audinet](#), [Amélie Zima](#) et [Pierre Haroche](#), et modéré par [Maud Quessard](#), directrice du domaine « Espace euratlantique – Russie ».

Dans un premier temps Emmanuel Dreyfus, chercheur spécialiste de la Russie et de l'Ukraine, a introduit le webinaire par un point de rappel concernant la situation du conflit au moment présent. Insistant sur l'enjeu de la prise de Marioupol, il a alerté sur les mouvements de troupes significatifs effectués en ce moment par la Russie, référence notamment aux redéploiements d'unités basées à l'étranger (Arménie, Ossétie du Sud) afin de les rediriger vers l'Ukraine. Si la Russie semble déterminée à maintenir son offensive, elle est néanmoins loin de ses objectifs initiaux. Sur ce plan, il semble que l'offensive russe soit un « échec », dû à une mauvaise planification opérationnelle ainsi qu'à une mauvaise préparation des soldats. Les difficultés de l'armée russe, et *a fortiori* de la doctrine

Gerasimov, écornent l'image de puissance militaire de la Russie, dont le précédent syrien avait servi de vitrine.

Maxime Audinet, chercheur spécialiste des stratégies d'influence et des médias russes, a ensuite pris la parole afin d'attirer l'attention sur les phénomènes de restructuration à l'œuvre actuellement dans les champs informationnels, en Russie comme à l'international. Il a rappelé la suspension par le conseil de l'Union européenne des médias pro-russes RT et Sputnik au sein des pays membres, faisant écho aux mesures de rétorsion russes contre les médias européens, ou tout du moins « occidentaux » (blocage des réseaux sociaux notamment). L'impact du conflit sur le champ médiatique russe est de grande importance : démantèlement du système d'information indépendant, déjà affaibli depuis plusieurs années, et loi du 4 mars criminalisant la diffusion de « fausses informations » sur l'armée russe. Il est difficile, pour les citoyens russes soumis à la censure et à la propagande, de s'informer sur le conflit.

La parole a ensuite été donnée à Amélie Zima, chercheuse spécialiste de l'OTAN, interrogée notamment sur la réaction de l'Organisation et de ses alliés à l'heure où les combats se rapprochent de la frontière polonaise. Celle-ci a souligné la cohésion et l'unité dont font preuve les membres de l'OTAN depuis le début de la crise, qui se reflète dans le soutien aux mesures prises par l'Organisation. Cette dernière maintient depuis le début du conflit une posture de dissuasion et de défense, notamment par le renforcement des troupes présentes sur le territoire des États membres frontaliers de l'Ukraine. Amélie Zima a rappelé la proximité de l'Ukraine avec l'OTAN, laquelle, bien qu'elle n'en fasse pas partie, a longtemps eu pour objectif d'y adhérer et en est depuis 1991 un pays partenaire. Ainsi, si l'OTAN n'a pas répondu à la demande ukrainienne d'instaurer une *no-fly zone*, mesure qui consisterait en un acte de guerre, l'Organisation a considérablement renforcé son flanc Est, en y envoyant des effectifs additionnels, y déployant 120 navires et plaçant 130 avions en alerte.

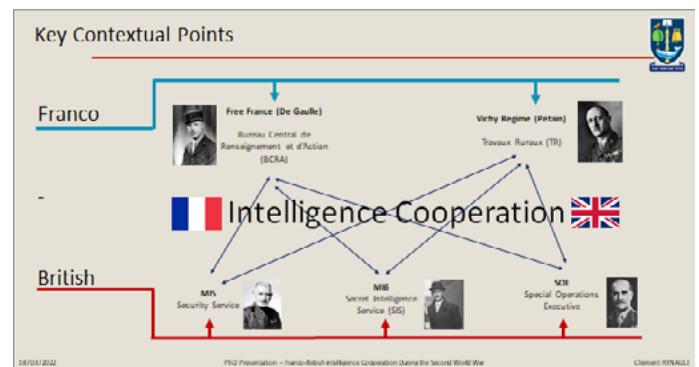
Enfin Pierre Haroche, chercheur spécialiste des questions de sécurité européenne, a souligné à quel point l'Union européenne avait émergé au fil de cette crise. L'UE qui, au début du conflit, n'était pas considérée comme un acteur important, a surpris nombre d'observateurs, notamment par les livraisons d'armes qu'elle a organisées. La crise, au-delà de tester la capacité de réaction de l'Union européenne, a donc servi de fenêtre d'opportunité pour la construction de l'Europe de la défense : beaucoup de pays de l'UE, comme l'Allemagne, ont changé l'orientation de leur politique de défense et décidé d'investir dans ce domaine ; d'autres, tels que les pays scandinaves, ont

réaffirmé leur engagement pour la défense européenne. La question qui se pose est donc la suivante : est-ce que l'UE va faire des propositions afin d'accompagner et de coordonner ce mouvement de réarmement ?

À la suite des présentations des quatre chercheurs, le webinar s'est organisé autour d'une série de questions et réponses. Cela a été l'occasion de débattre des possibilités d'intervention de l'OTAN et de l'UE, en rappelant par exemple le précédent kosovar ou en discutant la nature des livraisons d'armes de l'UE à l'Ukraine. Des questions méthodologiques ont également été posées, se révélant particulièrement pertinentes à l'heure où la censure et la désinformation compliquent considérablement le travail de recherche. Maxime Audinet a pu revenir justement sur les questions de désinformation et de *fact-checking*, ainsi que relativiser l'impact sur le champ informationnel de la suspension de RT et Sputnik. Pierre Haroche a ensuite apporté des précisions relatives à la nature des sanctions européennes, ainsi qu'à leur efficacité, avertissant néanmoins sur la nécessité de joindre à la sanction une solution, au risque d'alimenter un nouveau *statu quo*.

Selim DOREL
Assistant de recherche

22 mars : Séminaire de recherche « Les coopérations de renseignement franco-britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale », avec Clément RENAULT.



Le 22 mars 2022, dans le cadre du séminaire interne de l'IRSEM, [Clément Renault](#), doctorant associé à l'IRSEM, a présenté ses recherches doctorales en cours. La présentation a été discutée par [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ». [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, et [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, ont introduit et modéré les échanges.

Les recherches doctorales de Clément Renault portent sur les coopérations de renseignement franco-britanniques

pendant la Seconde Guerre mondiale. Après avoir évoqué les raisons d'un choix de discipline en histoire (PhD in War studies à l'université de Glasgow), en partie commandées par les difficultés d'accès aux sources en matière de recherche sur le renseignement, la présentation s'est attardée sur l'état de la littérature sur le sujet, et sur la spécificité de la question des coopérations. Depuis le 11 septembre 2001, les spécificités de la lutte antiterroriste ont accru la visibilité des coopérations de renseignement à l'échelle internationale. La recherche académique s'est en partie emparée de ce sujet, mais le plus souvent sous le prisme des coopérations historiques entre services américains et britanniques, dans le cadre de l'accord de partage de renseignement électromagnétique UKUSA, élargi au cours des années 1950 aux autres pays anglosaxons du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie (Five Eyes).

L'étude des coopérations de renseignement franco-britanniques offre la possibilité d'une approche originale aux débats académiques sur l'histoire du renseignement et sur la question des coopérations. Si la recherche britannique a depuis longtemps valorisé et exploité les archives des services britanniques pendant la guerre, il n'en est pas de même de la recherche française sur le renseignement. La déclassification des archives du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), services secrets du général de Gaulle, demeure relativement récente (milieu des années 2000), et peu de travaux se sont préoccupés de mettre ces archives en regard de celles des services secrets clandestins de Vichy du général Louis Rivet et du colonel Paul Paillole. L'étude des coopérations franco-britanniques offre ainsi l'opportunité de conduire un travail de fond sur des archives encore peu exploitées, de contribuer à bâtir l'histoire du renseignement en France, et d'établir des ponts avec l'historiographie et la recherche britannique sur ces questions.

À la suite de cette présentation, les échanges et les questions, nombreuses, ont porté sur la manière de faire dialoguer cette recherche historique avec les débats de la science politique en matière de culture stratégique, de prise de décision en politique étrangère, ou encore de sociologie des organisations. Ces échanges ont permis d'affiner la réflexion sur la meilleure manière de contribuer, par l'intermédiaire d'un cas historique, à la littérature et aux débats contemporains en matière de renseignement.

Clément RENAULT
Doctorant associé résident

23 mars : Webinaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad (2001-2022) », avec le Dr Erick SOURNA LOUMTOUANG, maître de recherche en histoire des relations internationales au Centre national d'éducation (CNE/MINRESI).



La 8^e séance du webinaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, Angers), a eu lieu le 23 mars, avec une présentation du Dr Erick Sourn Loumtouang, intitulée « Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad ».

Tout d'abord, Erick Sourn Loumtouang a rappelé que le continent africain était historiquement un champ d'expériences technologiques et militaires. Les frappes de drones en Afrique entrent donc dans une logique de guerre préventive, d'exécutions sans procès à l'œuvre à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Pour étayer son propos, notre chercheur invité s'est notamment appuyé sur les théories de l'arc de crise de Bernard Lewis et du choc des civilisations de Samuel Huntington. L'ingérence dronique étrangère en Afrique entraîne l'émergence d'un nouveau mode opératoire guerrier à travers la volonté d'occuper sans envahir ; d'un nouveau cadre juridique à travers la déresponsabilisation de l'attaquant ; et d'une séparation de plus en plus floue entre les intérêts publics et privés sur le champ de bataille.

Dans un deuxième temps, il a focalisé son analyse sur l'usage des drones par les groupes djihadistes au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. Il a notamment évoqué la secte islamiste Boko Haram, exploitant des drones civils pour des missions de propagande, de planification d'attaques au sol et de surveillance des troupes étatiques. Ensuite, prenant l'exemple des drones chinois déployés par le Nigéria, il est revenu sur leur emploi par les

états-majors africains souhaitant lutter contre le terrorisme et résoudre leurs conflits intérieurs.

Dans un troisième temps, il a axé sa réflexion autour des dispositifs étrangers présents en Afrique, à savoir les bases de drones étatsuniennes maillant le territoire, les frappes de drones françaises au Sahel ou encore la perspective néo-libérale guidant les industries droniques chinoises et turques en Afrique. Ainsi, il n'hésite pas à parler d'un renouveau du *Scramble for Africa*.

Il a conclu en constatant l'impossibilité d'arrêter la prolifération des drones en Afrique, causant des problèmes éthiques et des ambitions néo-impérialistes décuplées.

Charles JOSEPH
Assistant de recherche

25 mars : Webinaire « Piraterie dans le Golfe de Guinée : modus operandi, réseaux et pistes de solutions », IRSEM / ONUDC.



Le 25 mars, l'IRSEM a organisé en partenariat avec l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC) un webinaire intitulé « Piraterie dans le golfe de Guinée : modus operandi, réseaux et pistes de solutions ». Les intervenants étaient Giuseppe Sernia, Global Maritime Crime Programme Officer à ONUDC, et Nicolas Berlanga Martinez, conseiller senior de l'Union européenne pour le golfe de Guinée. La discussion était modérée par Morgane Carré, adjointe au coordonnateur Défense en matière de sécurité des espaces maritimes au ministère des Armées.

Giuseppe Sernia a présenté les résultats d'un rapport de l'ONUDC intitulé *Pirates du delta du Niger : entre fleuves et mers*, paru en 2021. Il est revenu sur le contexte historique du développement de la piraterie dans la région et les évolutions récentes, avec une baisse des actes de piraterie en 2021 mais également une évolution du *modus operandi* des groupes criminels. Ces derniers ont en effet

recours de façon croissante depuis 2009 au kidnapping comme source de revenu. Cette évolution serait liée à la baisse du prix du carburant. La guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques actuelles pourraient, de par leur impact sur ce dernier, entraîner une nouvelle transformation des modes d'action des pirates. Le rapport propose par ailleurs une évaluation inédite des coûts directs et indirects (par exemple à travers l'impact sur la densité du trafic maritime) de la piraterie pour les États riverains, qui s'élèverait à 1 925 milliards par an.

Nicolas Berlanga Martinez a ensuite présenté les actions menées par l'Union européenne pour agir de façon coordonnée sur cette question. Il a insisté sur l'importance de l'appropriation de la stratégie européenne par les États du golfe de Guinée, et sur le défi posé par leur grand nombre dans cette région. Une attention particulière doit également être prêtée au Nigéria, acteur clé en tant que puissance régionale. Il a également souligné l'enjeu de coordination interne à l'UE.

Lors de la discussion avec le public, deux questions centrales ont été soulevées. Il s'agit premièrement de la nécessité de faire le lien entre ce qui se passe en mer et sur terre. Giuseppe Sernia a ainsi mentionné des initiatives existantes au niveau local visant à travailler avec les communautés affectées par la piraterie. La seconde question est celle de la mise en place d'un cadre législatif et judiciaire et le développement d'une coopération transnationale permettant par exemple le transfert entre pays de personnes soupçonnées d'avoir commis des actes de piraterie. Si de grands progrès ont été faits en la matière, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour améliorer la coopération judiciaire dans la lutte contre la piraterie.

Anne-Laure MAHÉ et Maxime RICARD
Chercheurs Afrique

28 mars-1^{er} avril : Paris Defence Young Leaders.



Du 28 mars au 1^{er} avril 2022, l'IRSEM a lancé son nouveau programme « Paris Defence Young Leaders ». Cette année, dans le contexte de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, l'Institut a accueilli douze personnalités d'avenir européennes dans le domaine de la défense et de la sécurité, présélectionnés par nos ambassadeurs d'après des critères fournis par l'IRSEM. Le thème fédérateur de cette première édition était l'anticipation et la préparation de l'avenir.

Cette première promotion était composée de : Dr Tamas Peter Baranyi (Hongrie), Zebulon Carlander (Suède), Célia Chausse (Autriche), Liina Lumiste (Estonie), Dr Roberta Mulas (Italie), Dr Kristina Prismantaitė (Lituanie), Dr Jacek Marcin Raubo (Pologne), Dr Frank Sauer (Allemagne), Dr Pedro Seabra (Portugal), Marta Summers (Espagne), Jeta Tela-Shema (Kosovo) et Olesya Vartanyan (Géorgie). Yehor Cherniev, de nationalité ukrainienne, membre du parlement ukrainien et chef de la délégation parlementaire à l'OTAN, était également sélectionné pour le programme mais n'a pu se déplacer à Paris en raison du contexte actuel en Ukraine.

Le programme Young Leaders a pour objectif de créer un réseau de jeunes à haut potentiel, de les sensibiliser à la vision française des sujets de défense et de politique étrangère, de susciter le dialogue entre des représentants de pays et d'institutions variés sur ces sujets et d'établir un esprit « de promotion » propice aux échanges. Les douze participants ont pu prendre part à diverses tables rondes en anglais, visiter différents sites et s'entretenir avec des personnalités civiles et militaires.



Après un petit déjeuner d'accueil et une présentation du programme, les Young Leaders ont assisté à l'allocution du major général des armées Éric Autellet sur le thème « Enjeux stratégiques pour la France et l'Europe – Une perspective militaire ».



Cette séquence a été suivie d'une table ronde avec [Pierre Haroche](#) (IRSEM) à l'Agence Innovation Défense (AID), sur le thème « Nouveaux défis stratégiques et préparation de l'avenir ». Y ont pris part le capitaine de vaisseau Géraud Cazenave (EMA-ESMG) avec une intervention sur la *Red Team* et les opérations multi-domaines, le colonel Yves Lévêque (AID) qui a évoqué les défis de l'intelligence artificielle et du quantum, et le colonel David Pappalardo (DGRIS) qui a traité des questions de prolifération de la menace missiles et drones et des enjeux stratégiques autour des engins hypersoniques. Cette journée s'est achevée par un dîner avec le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, qui a notamment présenté sa *Vision stratégique* à la délégation des Young Leaders.

La seconde journée du programme a débuté par une table ronde CICDE, avec la participation du colonel [Stephan Samaran](#) (IRSEM). Le colonel Francis Frank a d'abord présenté les différentes activités du CICDE. Le capitaine de vaisseau Éric d'Astorg a quant à lui abordé la question du retour d'expérience de la pandémie de Covid-19 pour les armées. Cette séquence a été suivie d'une discussion sur le thème « Prospective de la conflictualité aérienne et spatiale » avec des représentants du CESA.

Le général Julien Sabéné a introduit la table ronde avec une présentation des activités du CESA. Le capitaine Ivan Sand a présenté les principes de base de la puissance aérienne avant l'intervention du colonel Jean-Christophe Noël sur le thème « l'évolution de la puissance aérienne sur la décennie 2010 ». Enfin, le lieutenant-colonel Raphaël Briant a proposé une analyse prospective de la conflictualité aérienne et spatiale. Les Young Leaders ont ensuite pris part à une table ronde « Climat, défense et sécurité » modérée par [Benôit Rademacher](#) (IRSEM). Julia Tasse (IRIS) leur a présenté l'Observatoire Climat-Défense et le colonel Philippe Le Carff (EMA-ESMG) a analysé le traitement du changement climatique par les armées. [Adrien Estève](#) (CERI/IRSEM) a comparé la feuille de route européenne et l'action de l'OTAN en matière de lutte contre le changement climatique. Enfin, Tom Haristias (DGRIS) a présenté la coopération internationale pour la sécurité climatique. La journée s'est achevée par une visite de l'hôtel des Invalides et du musée de l'Armée.



Le lendemain, les douze Young Leaders se sont rendus à Ariane Group (Les Mureaux) et ont pu y découvrir les activités civiles et militaires du groupe et visiter les sites d'assemblage d'Ariane V/VI.



Cette visite a été suivie d'une table ronde au SGDSN. Émilie Padellec a, dans un premier temps, présenté le SGDSN et ses missions. Le général Damien Wallaert a ensuite

traité des menaces hybrides et de leur gouvernance par la France, l'UE et l'OTAN, avant une présentation du Plan Résilience par Benoît Trévisani. Le lieutenant-colonel Marc-Antoine Brillant a présenté la nouvelle agence Viginum. L'ambassadeur Jean-Hugues Simon-Michel a enfin présenté le dispositif de Protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST).

Le jeudi, la délégation s'est rendue à la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy avec les capitaines Matz, Pouthier et Sand (CESA). Ils ont pu découvrir les activités et missions de la base avant de rencontrer son commandant, le colonel Guillaume Vernet. Cette visite a été suivie d'un vol d'entraînement en A400M durant lequel leur a été présentée la logistique de l'appareil.



La dernière journée du programme a débuté par une table ronde au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, organisée par le CAPS. Le directeur de cabinet du ministre, M. Nicolas Roche, a ouvert la discussion autour de l'actualité internationale, notamment la situation en Ukraine, ainsi que des enjeux de la Boussole stratégique de l'UE, adoptée le 21 mars dernier, et de l'Indopacifique. Les Young Leaders ont pu discuter de ces questions avec Manuel Lafont-Rapnouil, directeur du CAPS, Guillaume Badouis (Direction de l'Union européenne) et Paul Zajac (Direction des affaires internationales et stratégiques). Les Young Leaders se sont ensuite entretenus avec Florence Parly, ministre des Armées, à l'hôtel de Brienne. Ils ont pu discuter avec elle de la guerre en Ukraine et du futur de la Défense européenne.



Ils ont enfin participé à un *Serious Game* avec des représentants de l'EU Institute for Security Studies (EUISS), des Jeunes de l'IHEDN et de la DGRIS, sur la base d'un scénario fictif à l'horizon 2040, alimenté par les analyses des chercheurs de l'IRSEM.



Cette première promotion, concentrée sur la zone Europe, s'est révélée très dynamique, curieuse et ouverte aux échanges. Leur intérêt pour les questions de défense et leurs fonctions, généralement au croisement de la recherche et de la politique, ont permis de riches discussions qui se poursuivront lors de futures éditions et au sein d'un réseau d'anciens regroupant les différentes promotions du programme.



Théophile DRIEUX
Assistant de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Invité à l'émission *28 minutes*, « [La Russie menace ses journalistes](#) », Arte, 7 mars 2022.

- Interview : « [Les flux d'information entre la Russie et l'Europe sont en train de se tarir](#) », *La Revue des médias*, INA,

10 mars 2022.

- Intervention : « Comment la Russie déploie son influence dans l'espace informationnel africain ? », avec K. Limonier, séminaire « Digitalisation de la diplomatie publique », CARISM, Université Paris-Panthéon-Assas, 11 mars 2022.

- Invité à l'émission *Vrai ou fake*, « [Ukraine, l'info manipulée](#) », France Info, 12 mars 2022.

- Invité à l'émission *L'Atelier des médias*, « [Russia Today interdite de diffusion : une sanction pas comme les autres](#) », RFI, 12 mars 2022.

- Intervention : « [L'œil du 20h : comment la communication officielle russe justifie la guerre en Ukraine](#) », JT du 20 h, France 2, 15 mars 2022.

- Interview : « [Le fait que l'Ukraine ait gagné la bataille de l'image ne veut pas dire que la Russie a perdu la guerre de l'information](#) », France TV, 16 mars 2022.

- Interview : « [Russie : vers un "rideau de fer" informationnel ?](#) », *Sciences humaines*, 17 mars 2022.

- Intervention : « Les conséquences de l'invasion de l'Ukraine dans les espaces informationnels russe et européen », séminaire « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe », IRSEM, 18 mars 2022.

- Cité par Romain Mielcarek, « [Guerre en Ukraine : toutes les propagandes ne se valent pas](#) », RFI, 21 mars 2022.

- Intervention dans le JT Afrique, « [État des lieux de l'influence médiatique de la Russie](#) », TV5 Monde, 22 mars 2022.

- Intervention : « L'influence médiatique de la Russie en Afrique subsaharienne », webinaire, École de journalisme de Cannes (EJC), 29 mars 2022.



Camille BOUTRON

- Publication : coordination avec Nathalie Lapeyre et Marion Paoletti du dossier thématique « [Les armées face au genre](#) », et article avec Claude Weber, « [La féminisation des armées françaises : entre volontarisme institutionnel et résistances internes](#) », *Travail, genre et sociétés*, n° 47, 2022/1, p. 37-54.



Camille BRUGIER

- Séance du workshop « Terrain difficile » sur l'accès au terrain avec l'intervention de Benoît de Tréglodé, 15 mars 2022.
 - Recension de Yeling Yan, *Desaggregating the China Inc., State Strategies in the Liberal Economic Order*, *Politique étrangère*, 87 (1), printemps 2022, p. 211-212.



Paul CHARON

- Intervention : table ronde « Influence chinoise dans le cyberspace, entre fantasme et réalité », organisée par *Les Assises*, Paris, 9 mars 2022.
 - Conférence sur les guerres d'influence russe et chinoise, avec Maxime Audinet, dans le cadre du séminaire de Céline Jurgensen « Art, culture et guerre » du Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie de l'ENS (Ulm), 10 mars 2022.
 - Intervention : table ronde sur l'influence russe et chinoise en Amérique latine, dans le cadre de la 9^e session internationale Amérique latine « La France et l'Amérique latine, unies face aux nouveaux enjeux de sécurité et de défense », IHEDN, École militaire, 10 mars 2022.
 - Cité par Nathalie Guibert, « [La Chine, auxiliaire zélé de la propagande russe sur l'Ukraine](#) », *Le Monde*, 11 mars 2022.
 - Cité dans « [中國是俄羅斯戰爭宣傳的熱心助手](#) », RFI, 11 mars 2022.
 - Cité par Nicolas Bourgoïn, Amandine Stelletta, *Paris secrets d'espions*, documentaire, France 5, 13 mars 2022.
 - Cité par Antoine Izambard, « [L'Ukraine marque le retour en force du renseignement américain, critiqué sur l'Afghanistan et l'origine du Covid-19](#) », *Challenges*, 14 mars 2022.

- Cité par Jean-Baptiste Lautier, « Cybersécurité : deux chercheurs mettent en garde les entreprises contre la collecte massive de données par des acteurs chinois », *Alliancy*, 16 mars 2022.
 - Conférence sur les opérations d'influence chinoises dans le cadre du comité régional de sécurité économique, préfecture de Normandie, Rouen, 17 mars 2022.
 - Conférence : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « [La méthodologie d'enquête et le choix de l'OSINT dans le rapport sur les opérations d'influence chinoises](#) », organisée par le Groupe « Club OSINT & Veille » de l'École de guerre économique, 21 mars 2022.
 - Discutant : présentation de thèse de Clément Renault, « Franco-British intelligence cooperation during the second world war », IRSEM, 22 mars 2022.
 - Intervention : « China's informational warfare in the context of the war in Ukraine », Santander Intelligence College, 23 mars 2022.
 - Conférence : « Introduction aux services de renseignement chinois », Sciences Po Aix, Aix-en-Provence, 24 mars 2022.
 - Séance de travail sur la subversion dans le cadre du suivi de recherche du comité n° 8 des auditeurs de la session nationale politique de défense de l'IHEDN, École militaire, 25 mars 2022.
 - Intervention : « Introduction to intelligence studies: the example of the Chinese intelligence apparatus », séminaire *War studies* de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Sciences Po, 29 mars 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Entretien avec Pierre Prier, « [Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, partenaires mais aussi rivaux](#) », *Orient XXI*, 28 février 2022.
 - Webinaire : « La guerre Russie-Ukraine vue par l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient », Débats du CERMAM, Genève, 9 mars 2022.
 - Invitée à l'émission *Culture monde*, avec Dorothee Schmid et Marc Pierini, « [Géopolitique de la guerre en Ukraine 3/4 – Turquie la fin du double jeu](#) », France Culture, 16 mars 2022.
 - Cycle de conférences sur géopolitique de la péninsule Arabique, Sciences Po Lille, 11, 18 et 25 mars 2022.
 - Publication : « [Comment interpréter le refus émirati et saoudien de se ranger dans le "camp occidental" sur la](#)

[guerre en Ukraine](#) », Brève stratégique n° 36, 29 mars 2022, 2 p.



Emmanuel DREYFUS

- Intervention : « [Comment Poutine entend-il soumettre l'Ukraine](#) », Matinale de France Culture, 7 mars 2022.

- Entretien : « [Guerre en Ukraine : l'armée russe multiplie les fronts](#) », *Journal du Dimanche*, 13 mars 2022.

- Co-organisation, avec Maxime Audinet, Amélie Zima et Pierre Haroche, du webinaire « [Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'intervention russe](#) », IRSEM, 18 mars 2022.



Adrien ESTÈVE

- Chapitre : « De l'ingénierie à l'adaptation. Le changement climatique au département de la Défense des États-Unis », dans Nicolas Regaud, Bastien Alex et François Gemenne (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, mars 2022.



Julia GRIGNON

- Intervention : « [Des crimes de guerre auraient été perpétrés en Ukraine](#) », France 24, 3 mars 2022.

- Intervention : « [Réfugiés d'Ukraine : les règles du droit international](#) », RDI Radio Canada, 3 mars 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #2](#) », Blog Quid Justitiae, 4 mars 2022.

- Intervention : « [Guerre en Ukraine et violation des droits humains](#) », *Le 15.18*, Radio Canada, 4 mars 2022.

- Intervention : « [Les conflits armés, une zone de non-droit ?](#) », AOC Media, 6 mars 2022.

- Invitée au 1945, « Quelles poursuites pour ceux qui commettent des crimes de guerre », M6, 7 mars 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #3](#) », Blog Quid Justitiae, 8 mars 2022.

- Invitée à l'émission *Les enjeux internationaux* de Julie Gacon, « [Le droit applicable à la situation en Ukraine](#) », France Culture, 8 mars 2022.

- Interview : « [Invasion russe de l'Ukraine : quelles sont les règles de la guerre et ont-elles été enfreintes ?](#) », TV5 Monde, 8 mars 2022.

- Interview : « [Quand un État devient-il cobelligérant d'un conflit ?](#) », *La Croix*, 8 mars 2022.

- Interview : Élise Vincent, « [Guerre en Ukraine : ni neutres ni cobelligérants, l'équilibre des Occidentaux dans la guerre en Ukraine](#) », *Le Monde*, 10 mars 2022.

- Interview : Juliette Mitoyen, « [Bombardements, attaques de civils... Qu'est-ce qu'un "crime de guerre" ?](#) », *Le Progrès*, 10 mars 2022.

- Intervention : « Interactions entre le droit international humanitaire et la justice internationale pénale – opportunités et risques », dans le cadre d'un séminaire sur la justice internationale en tant que professeure invitée à l'Université Nice Côte d'Azur, 11 mars 2022.

- Interview : Claude Guibal, « [Livraison d'armes, appui militaire et financier : à partir de quand est-on en guerre ?](#) » *Journaux de France Inter, France Culture et France Info, Radio France*, 11 mars 2022.

- Publication : « [International Refugee Law applied to the situation of Ukraine](#) », Blog Articles of War, Lieber Institute, West Point, 13 mars 2022.

- Intervention : « Droit international humanitaire et francophonie », table ronde « Parcours francophones, regards croisés, Asie, Afrique, Amérique du Nord, Europe », organisée par la ville de Nice, 15 mars 2022.

- Séminaire doctoral : « Enjeux de la recherche en droit international relatif à la protection des personnes », animé en tant que professeure invitée à l'Université Nice Côte d'Azur, 15 mars 2022.

- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #4](#) », Blog Quid Justitiae, 15 mars 2022.

- Interview : Anne-Marie Dussault, « [24.60 : La réalité humanitaire en Ukraine](#) », RDI Radio Canada, 15 mars 2022.

- Participation : « Le droit international humanitaire en Ukraine », TVA, 16 mars 2022.

- Intervention : « [Comment filmer les prisonniers russes exhibés par l'Ukraine ? – Les médias face aux Conventions de Genève](#) », *Arrêt sur images*, 16 mars 2022.
- Intervention : « [Le droit international humanitaire appliqué à la situation en Ukraine](#) », table ronde des professeurs de droit international de la faculté de droit de l'Université Laval sur la situation en Ukraine, 18 mars 2022.
- Intervention : « [Vrai ou Fake ? L'armée ukrainienne, humilie-t-elle les soldats prisonniers russes ?](#) », *France Info*, 19 mars 2022.
- Conférence : « Les règles relatives à l'assistance humanitaire et le rôle spécifique du Comité international de la Croix-Rouge », dans le cadre du cours de droit international humanitaire de la faculté de droit de l'Université Laval, 22 mars 2022.
- Interview : « [Les crimes de guerre font partie de tout conflit armé](#) », *B2 Le quotidien de l'Europe géopolitique*, 22 mars 2022.
- Invitée à l'émission *Le temps du débat*, « [À quoi sert le droit de la guerre ?](#) », *France Culture*, 22 mars 2022.
- Interview : Anaïs Moran, « [Droit international humanitaire : "Les méthodes russes relèvent des crimes de guerre"](#) », *Libération*, 23 mars 2022.
- Publication : « [Le droit applicable aux affrontements en cours en Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH ! #5](#) », *Blog Quid Justitiae*, 24 mars 2022.
- Publication : « [La guerre en Ukraine et le droit des conflits armés](#) », *Brève stratégique* n° 35, IRSEM, 28 mars 2022.



Pierre HAROCHE

- Participation à l'émission *C dans l'air*, « [Ukraine : "le pire est à venir"](#) », *France Télévisions*, 3 mars 2022.
- Participation à l'émission *C dans l'air*, « [Centrale attaquée : Poutine joue avec le feu](#) », *France Télévisions*, 4 mars 2022.
- Participation à une table ronde coorganisée avec le PISM (Pologne), Bruxelles, 8 mars 2022.
- Participation à la table ronde « [The European Union's defence policy: Questions raised by the Ukrainian crisis](#) », organisée par l'Institut français en Slovaquie et Globsec, Bratislava, 17 mars 2022.

- Participation au webinaire « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe », IRSEM, 18 mars 2022.
- Participation à la table ronde virtuelle « [Dialogue stratégique européen – Conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine pour l'Europe](#) », organisée par l'Institut français aux Pays-Bas, 21 mars 2022.
- Contribution à l'animation du 8^e Forum européen des chefs d'état-major des armées de terre, Strasbourg, 23 mars 2022.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Invité à l'émission *Les chemins de la philosophie* de Adèle van Reeth, série « En guerre », épisode 1/4 « [Peut-on faire de la politique sans faire la guerre ?](#) », *France Culture*, 14 mars 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [Warum Putin den Krieg bereits verloren hat](#) », *Le Grand Continent*, 1^{er} mars 2022.
- Article : « [Putin loses no matter how this plays out, but we might too](#) », *War on the Rocks*, 2 mars 2022.
- Intervention sur le risque d'ingérence étrangère dans les milieux universitaires au Forum des universités de recherche intensives, organisé par le groupe Udice (French research universities), Aix Marseille Université, 7 mars 2022.
- Auditionné par le groupe France-Russie au Sénat, sur la guerre en Ukraine, 15 mars 2022.
- Article : « [Uanset hvordan det går med krigen i Ukraine, har Putin tabt](#) », *Information.dk*, 17 mars 2022.
- Tribune : avec Julian Fernandez, « [Comment gagner la guerre en Ukraine sans la faire](#) », *Le Monde*, 15 mars 2022.
- Entretien : « [Pour dissimuler sa défaite, Vladimir Poutine se doit d'escalader](#) », *Le Journal du Dimanche*, 19 mars 2022.
- Conférence : avec Paul Charon, « [La méthodologie d'enquête et le choix de l'OSINT dans le rapport sur les opérations d'influence chinoises](#) », École de guerre économique (EGE), 21 mars 2022.

- Entretien en russe : « [В генштабе РФ заявили о завершении первого этапа войны. Что это значит ? Отвечают французские военные эксперты](#) », RFI, 29 mars 2022.



Édouard JOLLY

- Podcast : « [Guerre et TIC](#) », épisode 27 du TIC Talk du laboratoire LIG de Frédéric Prost, 10 mars 2022.

- Supervision des travaux de groupes des étudiants du SIGEM, « L'officier au service de la nation dans le monde du XXI^e siècle », École militaire, 15 mars 2022.

- Publication : « [Clausewitz en Ukraine](#) », Brève stratégique n° 34, IRSEM, 16 mars 2022.

- Invité à l'émission *Les chemins de la philosophie* de Adèle van Reeth, série « En guerre », épisode 3/3, « [La guerre nucléaire aura-t-elle lieu ?](#) », France Culture, 16 mars 2022.

- Interviewé par Maxime Mainguet, « [Guerre en Ukraine. L'offensive russe décryptée par des spécialistes en stratégie militaire](#) », *Ouest France*, 18 mars 2022.

- Interviewé par Maxime Mainguet, « [Ukraine, Mali, Afghanistan... Peut-on encore gagner une guerre ?](#) », *Ouest France*, 19 mars 2022.

- Interviewé par Luc Peillon, « [Ukraine : après un mois de guerre, les Russes ont-ils pu perdre 10 000 hommes ?](#) », *Libération*, 23 mars 2022.

- Interviewé par Ingrid Grønli Åm, « [Er det mulig å vinne en krig i 2022?: Og hva er meningen med livet i krigstid? Den franske krigsfilosofen Edouard Jolly gir svar](#) », *Morgenbladet* (journal norvégien), 24 mars 2022.

- Interviewé par Sofia Lorena, « ["A Rússia perdeu a iniciativa da guerra" e os "ucranianos podem resistir durante meses"](#) », *Publico* (journal portugais), 24 mars 2022.



Sümbül KAYA

- Article : avec Hélène Balazard, Marion Carrel et Anaïk Purenne, « [Anti-racist mobilization in France: between quiet activism and awareness raising](#) », *Ethnic and Racial Studies*, 8 mars 2022.

- Interview : « [Erdogan, une diplomatie hyperactive pour se remettre en selle](#) », AFP, 13 mars

2022 ; paru en espagnol : « [Erdogan despliega una diplomacia hiperactiva para volver a la escena internacional](#) ».

- Co-organisation avec Pierre Razoux (FMES) de la journée d'études : « La Turquie au cœur d'un nouveau contexte stratégique », IRSEM / FMES, Toulon, 17 mars 2022.

- Communication : « De la politique à la guerre : les forces armées turques en transformation », journée d'études « La Turquie au cœur d'un nouveau contexte stratégique », IRSEM / FMES, Toulon, 17 mars 2022.

- Communication : « Citoyenneté dans les quartiers populaires », Université Paul Valéry Montpellier 3, 30 mars 2022.



Anne-Laure MAHÉ

- Séminaire « Visualizing development: local traditions; global modernities », Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales au Soudan, Khartoum, 13 mars 2022.



Florian OPILLARD

- Publication : « [Armies are back in town: Urban warfare and the urbanization of violence](#) », Research Paper No. 123, IRSEM, 8 mars 2022.



Anne MUXEL

- Publication : avec Adélaïde Zulfikarpasic, *Les Français sur le fil de l'engagement*, Éditions de l'Aube/ Fondation Jean Jaurès, mars 2022.

- Invitée à l'émission *DébatDoc*, « [Présidentielle : Quel engagement chez les jeunes](#) », LCP, 14 mars 2022.

- Conférence : « Les clivages sociaux et politiques qui feront l'élection présidentielle 2022 », Cercle Condorcet d'Auxerre, 15 mars 2022.

- Conférence : « Les transformations de la citoyenneté démocratique dans les jeunes générations », Cercle Condorcet de Paris, 30 mars 2022.



Marianne PÉRON-DOISE

- Chapitre : « La lutte contre la piraterie maritime et la régionalisation maritime en Asie du Sud-Est : le rôle catalyseur de l'accord RECAAP », dans Pierre Journoud (dir.), *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », mars 2022.

- Publication : avec Christian With (Giga Hamburg), « [The European Union's conceptualization of maritime security](#) », Asia Maritime Transparency Initiative (AMTI), 4 mars 2022.

- Participation à l'émission *Géopolitique, le débat*, « [L'Ukraine s'invite dans la présidentielle sud-coréenne](#) », RFI, 5 mars 2022.

- Présentation du papier « Challenges in the maritime domain » dans le cadre de la conférence-webinaire franco-japonaise « French and Japan vision of security challenges in the global commons », organisée par la FRS, 8 mars 2022.

- Publication : « [Guerre en Ukraine, dilemmes stratégiques en Indo-Pacifique](#) », Brève stratégique n° 33, 9 mars 2022 / « [War in Ukraine: Strategic Dilemmas in the Indo-Pacific](#) », Strategic Brief No. 33, updated 30 March 2022, 2 p.

- Participation à une table ronde sur les enjeux géopolitiques des grands fonds marins, organisée par la mission d'information du Sénat sur « L'exploration, la protection et l'exploitation des grands fonds marins, quelle stratégie pour la France ? », Paris, 15 mars 2022.

- Présentation sur l'Indo-Pacifique dans le cadre des East Asian Days organisés à Sciences Po, Paris, 28 mars 2022.



Maud QUSSARD

- Invitée à l'émission *Affaires étrangères* de Christine Ockrent, « [Russie, Chine : l'alliance ambiguë](#) », France Culture, 5 mars 2022.

- Présidence et organisation du cycle de séminaires hybrides IRSEM / IDA 2022 « Environnement et conflits », « La construction d'une politique de défense climatique aux États-Unis », avec Adrien Estève, discutant Jean-Daniel Collomb, 10 mars 2022.

- Entretien avec Xavier Eutrope, « [L'important dans une guerre informationnelle est d'avoir la main sur les opinions publiques](#) », *La Revue des médias*, INA, 16 mars 2022.

- Participation au panel « Le point de vue des alliés » présidé par le général Jean-Marc Laurent au colloque « La guerre de l'information », organisé par le général Richard Giguère, UNIDEF-Laval et Institut militaire de Québec, 17 mars 2022.

- Modération du webinaire « Ukraine, état des lieux trois semaines après le début de l'offensive russe », avec Emmanuel Dreyfus, Amélie Zima, Maxime Audinet et Pierre Haroche, 18 mars 2022.

- Audition : « Les priorités de la politique étrangère américaine », Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, 29 mars 2022.



Benoît RADEMACHER

- Modérateur de la table ronde « Défense verte et technologies », conférence en ligne « Enjeux stratégiques du changement climatique », IRSEM, École militaire, 14 mars 2022.

- Modérateur de la table ronde « Climat, défense et sécurité », dans le cadre de l'accueil des Young Leaders, IRSEM, École militaire, 29 mars 2022.



Nicolas REGAUD

- Publication : avec Bastien Alex et François Gemenne (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, mars 2022.



Maxime RICARD

- Conférence : « Paysage moraux des drogues », IRSEM, 4 mars 2022.

- Co-organisation de 2 webinaires sur les crises au Sahel, AFD-CAPS-IRSEM, 11 et 25 mars 2022.

- Participation au séminaire fermé « L'opération Barkhane et la stratégie française au Sahel », IRSEM, 16 mars 2022.

- Co-organisation du Petit-déjeuner Afrique « Les effets de l'intervention internationale sur l'administration locale

dans les régions du nord du Mali », avec le Dr Denia Chebli, IRSEM, 18 mars 2022.

- Intervention dans le cadre de la conférence « [Bilan et avenir des opérations de paix](#) », organisée par le Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand au Canada, 24 mars 2022.

- Webinaire : « Piraterie dans le Golfe de Guinée : *modus operandi*, réseaux et pistes de solutions », IRSEM, 25 mars 2022.



COL Stéphane SAMARAN

- Publication : « [Kazakhstan, janvier 2022 : une surprise stratégique ?](#) », Note de recherche n° 122, IRSEM, 3 mars 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Chapitre : « Pékin et Hanoi : Anatomie d'un partenariat stratégique », dans Pierre Journoud (dir.), *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », mars 2022, p. 295-306.

- Intervention : « Recherche de terrain au Viêt Nam », workshop « Terrain difficile » de Camille Brugier, IRSEM, 15 mars 2022.

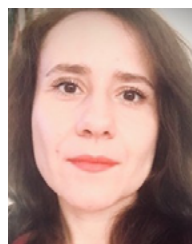
- Conférence : « La coopération sino-vietnamienne dans le golfe de Beibu », université de Genève, 16 mars 2022.

- Conférence-signature : « Autour de *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple* », Librairie Le Vent des routes, Genève, 16 mars 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Discours d'ouverture de la Journée d'études « Les ambitions stratégiques de la Turquie », FMES (Toulon) / IRSEM, 17 mars 2022.



Amélie ZIMA

- Entretien : « [Ukraine : il n'y a pas eu de traité formel garantissant que l'OTAN ne s'élargira pas](#) », *Le Courrier d'Europe centrale*, 27 février 2022.

- Entretien : « [Guerre en Ukraine : "Ce conflit prend l'OTAN pour prétexte"](#) », *La Nouvelle République*, 28 février 2022.

- Entretien : « [Guerre en Ukraine : l'OTAN fait tout pour éviter une attaque russe contre ses membres](#) », *L'Express*, 28 février 2022.

- Publication : « [OTAN-Ukraine : quelle perspective d'adhésion ?](#) », Brève stratégique n° 32, IRSEM, 4 mars 2022.

- Entretien : « [L'OTAN a-t-elle rompu un accord passé à la fin de la guerre froide prévoyant qu'elle n'étendrait pas ses frontières à l'Est ?](#) », Agence France Presse, 4 mars 2022.

- Podcast : « [Sortir de l'OTAN ?](#) », Le Collimateur de l'IRSEM, 15 mars 2022.

- Intervention : « [L'offensive russe en Ukraine et la résurrection de l'OTAN](#) », RFI, 16 mars 2022.

- Intervention : « [Quel rôle pour l'OTAN dans la guerre en Ukraine](#) », webinaire « Ukraine : état des lieux trois semaines après le début du conflit », IRSEM, 18 mars 2022.

- Invitée à l'émission *Géopolitique, le débat* de Marie-France Chatin, « [La guerre en Ukraine : tournant majeur pour l'OTAN ?](#) », RFI, 20 mars 2022.

- Intervention : « Actions et limites du rôle de l'OTAN dans la guerre en Ukraine », conférence « La guerre en Ukraine », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 22 mars 2022.



Océane ZUBELDIA

- Chapitre : « Quelles convergences entre l'UE et l'OTAN face au changement climatique ? Le cas du défi énergétique », dans Nicolas Regaud, Bastien Alex et François Gemenne (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, mars 2022.

- Article : « [Le modèle taïwanais, un hub technologique ?](#) », Areion24News, 14 mars 2022.

- Intervention : « UE et OTAN face au défi énergétique », conférence en ligne « Enjeux stratégiques du changement climatique » organisée par Nicolas Regaud à l'occasion de la parution de l'ouvrage collectif *La Guerre chaude* (Presses de Sciences Po, avec le soutien de l'IRSEM), École militaire, Paris, 14 mars 2022.

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 8 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation d'Erik Sourna Loumtouang « Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad (2001-2022) », IRSEM [en ligne], 23 mars 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 8 du séminaire mensuel « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation d'Erik Sourna Loumtouang « Drones et technologies à l'ère de la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad (2001-2022) », IRSEM [en ligne], 23 mars 2022.



Pierre JOURNAUD

- Publication : *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Presses universitaires de la Méditerranée, coll. « Asies contemporaines », mars 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention sur « La relance d'une défense européenne », conférence organisée par la Simulation du Conseil de l'Union européenne, en partenariat avec le Centre Jean Monnet de Montréal (CJMM) et le Centre d'études

sur la paix et la sécurité internationale (CEPSI), Université de Montréal, 16 mars 2022.

- Intervention sur « The integration of drones in the European airspace: Implementing a new ecosystem » dans le cadre de la conférence annuelle de l'International Studies Association (ISA), 29 mars 2022.



Yvan LLEDO-FERRER

- Intervention : « La coopération internationale, une source de renseignement à part entière », Mastère spécialisé « Renseignement », Sciences Po Aix-en-Provence, 19 mars 2022.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Communication [en ligne] : « *Falü zhan* (guerre du droit) : spécificités chinoises et distinctions avec le *lawfare* », séminaire « Le lawfare » organisé par Julien Ancelin, LADIE, université Côte d'Azur, Nice, 15 mars 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « [Les sociétés militaires privées russes en Afrique \(2/2\)](#) », *Revue Défense Nationale*, « Guerre en Ukraine », n° 848, mars 2022, p. 107-111.

- Interview croisée, avec Isabella Damiani et Lukas Aubin, « [Le LIMEEP-PS parle de l'Ukraine](#) », pour le site internet de l'OVSQ-Paris Saclay, mars 2022.



Damien VAN PUYVELDE

- Interview : « L'Ukraine marque le retour en force du renseignement américain, critiqué sur l'Afghanistan et l'origine du Covid-19 », *Challenges*, 14 mars 2022.

- Invité à l'émission *Cultures Monde*, présentée par Florian Delorme, série « Mais que font les espions », épisode 1, « [Ukraine : les dessous de la guerre](#) », France Culture, 21 mars 2022.

- Intervention au panel sur l'action clandestine « Winds of change », ISA Annual Convention, Nashville, TN, 29 mars 2022.
- Intervention au panel « Cybersecurity advice for academics », ISA Annual Convention, Nashville, TN, 29 mars 2022.
- Publication : « [Médiatisation du renseignement et guerre en Ukraine](#) », Brève stratégique n° 37, IRSEM, 2 p.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ARME NUCLÉAIRE

Janina DILL, Scott SAGAN et Benjamin VALENTINO, « [Kettles of Hawks: Public Opinion on the Nuclear Taboo and Noncombatant Immunity in the United States, United Kingdom, France, and Israel](#) », *Security Studies*, 31:1, 2022, p. 1-31.

Il y a près de cinq années, Scott Sagan et Benjamin Valentino publiaient « Revisiting Hiroshima in Iran » (*International Security*), article à l'intérieur duquel ils relativisaient l'importance du tabou nucléaire aux yeux du public américain, soit la norme selon laquelle l'usage de l'arme atomique est absolument inacceptable. Associés pour l'occasion à Janina Dill, Sagan et Valentino viennent de surenchérir en y ajoutant les opinions britanniques, françaises et israéliennes. Leur but premier est de démontrer que les conclusions qu'ils avaient tirées dans leur précédent article, à savoir que le public se montrait favorable à l'utilisation de l'arme nucléaire si cela pouvait épargner la vie de soldats de la nation, n'étaient pas spécifiques aux États-Unis. Leur nouvelle enquête fait apparaître qu'une telle prédisposition à soutenir l'usage de la bombe atomique est généralisable aux démocraties occidentales. D'une posture guerrière comparable à celle des Français, les Américains se montrent même plus pacifistes que les Israéliens, mais moins que les Britanniques.

On notera que le niveau de soutien apporté à l'usage de l'arme atomique n'est pas indépendant des conséquences humaines engendrées. Mais la tendance générale demeure celle d'un soutien tant que cela se révèle plus efficace que le recours aux armes conventionnelles. Cette tendance est d'autant plus importante auprès des participants à l'enquête qu'ils sont animés de convictions punitives (mesurées par le soutien à la peine de mort). Soutiennent également davantage le recours à l'arme nucléaire les participants considérés comme les plus nationalistes, surtout dans les cas où un tel usage a plus de chances d'épargner la vie de leurs compatriotes.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

GUERRE EN UKRAINE

Marcus WILLETT, « [Russia-Ukraine: Pressing the right button at the right time](#) », **International Institute for Strategic Studies**, 10 mars 2022.

La majorité des analyses tendaient à prédire qu'en cas d'attaque contre l'Ukraine, la Russie s'appuierait sur des opérations de type cyber. Or, depuis le début de l'invasion, aucune cyberattaque massive n'a été observée. Marcus Willett, *Senior adviser* spécialiste du cyberspace à l'IISS, nous donne quelques clés d'explication dans cet article.

Premièrement, il semble qu'à l'inverse d'une croyance largement répandue, le cyber ne soit pas considéré par la doctrine militaire russe comme un outil destiné aux conflits de haute intensité. En effet, si l'usage russe du cyber sur ces dernières années a été consacré à des opérations de déstabilisation en période de paix, la Russie ne semble pas envisager le recours au cyber dans le cadre d'attaques de grande ampleur. Ainsi, cette dernière a pu, au cours de la dernière décennie notamment, recourir à des opérations cyber vis-à-vis de pays occidentaux dans un cadre de « guerre informationnelle » ou dans un but d'espionnage. Des cyberattaques à visée plus destructrice (ciblage du parc énergétique, diffusion de malwares) ont pu être observées en Ukraine au cours des dernières années : en un sens, l'invasion de février 2022 peut être perçue comme un aveu d'échec des stratégies de cyberattaques de grande ampleur.

Deuxièmement, l'expérience notable de l'expansion du malware *NotPetya* en 2017 a prouvé qu'il était beaucoup moins évident de lancer une cyberattaque « chirurgicale » qu'indiscriminée, ou tout du moins que la Russie n'en était pas capable. Et le risque est d'autant plus fort que les attaques cyber sont désormais considérées par la plupart des États, à commencer par les États-Unis, comme des actes de guerre à part entière, exposant ainsi la Russie aux risques d'escalade. Ce risque doit donc être également pris en considération par les Occidentaux, avertit l'auteur : certes, l'option des cyberattaques peut être tentante, car elle semble plus efficace que les sanctions économiques dans un objectif de déstabilisation de la Russie, tout en restant apparemment sous le seuil de la guerre. Néanmoins, cela pourrait conduire à une réponse russe sur les plans cyber mais également militaire, auxquels s'ajouterait une dimension morale (les Occidentaux étant ainsi présentés comme agresseurs).

Selon l'auteur, le conflit auquel l'on assiste actuellement aura d'ores et déjà permis de relativiser le statut de

« superpuissance » de la Russie, en termes de puissance économique, de capacités militaires conventionnelles et même de capacités cyber. Néanmoins, il ne faudrait pas faire l'erreur de considérer que si des cyberattaques majeures n'ont pour l'instant pas été menées en Ukraine, elles ne pourraient pas l'être. En particulier dans une situation de dernier recours, il se pourrait que le risque d'indiscrimination des opérations cyber ne soit plus un frein à leur utilisation.

Selim DOREL
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

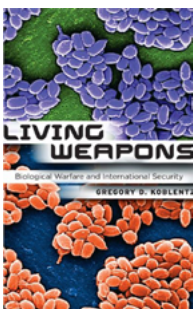


Paul Max MORIN, *Les jeunes et la guerre d'Algérie*, PUF, mars 2022, 272 p.

Cet ouvrage s'appuie sur une vaste enquête menée auprès de 3 000 jeunes âgés de 18 à 25 ans et d'une centaine d'entretiens avec des petits-enfants d'appelés, de pieds-noirs, de harkis, de juifs d'Algérie, de militants au FLN ou à l'OAS. L'auteur fait le point sur ce que les jeunes savent et retiennent de la colonisation et de la guerre d'Algérie, et sur ce qui a été transmis dans les millions de familles affectées par cette histoire. Au moment du 60^e anniversaire des accords d'Évian, ce travail interroge le rôle de la mémoire collective dans la construction des identités sociales, culturelles et politiques. Il saisit les traces du passé pour mieux comprendre les tensions politiques et identitaires qui sont encore visibles dans la société française actuelle. Mais il insiste aussi sur la pacification et la déconflictualisation de l'héritage intime et politique dont sont porteuses les jeunes générations, individuellement mais aussi collectivement.

Anne MUXEL

Directrice du domaine « Défense et société »



Gregory KOBLENTZ, *Living weapons : biological warfare and international security*, Ithaca, N.Y.-Londres, Cornell University Press, 2009, 272 p.

Alors que la pandémie de Covid-19 a permis à tout un chacun de comprendre les conséquences des armes biologiques, et que l'actualité reste marquée par des suspicions mutuelles de maintien de programmes d'armements biologiques (la Chine a accusé les États-Unis, et en particulier la base de Fort Detrick d'être à l'origine de l'épidémie de Covid-19, puis dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine, la Russie a déclaré avoir découvert des sites de production d'armes biologiques américaines en Ukraine, une information relayée en Chine, notamment), il peut être opportun de se replonger dans un des « classiques contemporains » de la littérature sur le sujet : *Living Weapons* de Gregory Koblentz.

Souvent analysées au même titre que les autres armes de destruction massive, concomitamment aux armes chimiques, ou encore à travers le prisme de la menace terroriste, les armes biologiques ont été peu étudiées en elles-mêmes. Or, dans cet ouvrage, Gregory Koblentz propose d'examiner les particularités et les conséquences uniques de ces armes, qui sont intrinsèquement liées à leur nature « vivante ».

Ainsi, l'ouvrage débute-t-il avec une brève histoire des armes biologiques. Décrite à l'aune des progrès scientifiques et techniques en biologie, elle nous permet de constater en creux la militarisation graduellement volontaire du vivant. S'ensuivent immédiatement les conséquences des armes biologiques sur la sécurité internationale. Celles-ci favorisent l'attaquant (à plus forte raison lorsque l'attaque se déroule par surprise, et étant donné la difficulté à s'en défendre), peuvent servir de multiplicateur de force tant au niveau stratégique, opérationnel que tactique, mais se révèlent faiblement adaptées à la dissuasion. Cette faiblesse s'explique selon l'auteur par trois facteurs : l'effet des armes biologiques reste, dans une mesure, incertain (à l'inverse des armes nucléaires ou des autres armes cinétiques dont on se représente parfaitement le pouvoir de destruction) ; une défense, au moyen de mesures sanitaires, reste possible ; et surtout, ces armements doivent rester dans le secret.

Au-delà des conséquences sécuritaires qu'elles induisent, les armes biologiques se caractérisent selon l'auteur par deux autres aspects importants. Le premier est leur grande discrétion. En effet, les biotechnologies qu'elles mobilisent sont « multi-usages », c'est-à-dire que peu ou prou le même matériel, les mêmes infrastructures et savoir-faire sont utilisés dans un programme biologique offensif, un programme défensif ou des activités industrielles civiles. Presque aucun élément distinctif ne permet de faire la part entre ces activités. Dès lors, le chapitre 2 expose à quel point la vérification du respect par un pays donné de la Convention d'interdiction des armes biologiques (CIAB) de 1972 est difficile à réaliser. Le cas de la mission de l'UNSCOM en Irak, par son caractère intrusif hors normes, nous convainc d'autant plus de la difficulté à reproduire ce type d'enquête à l'avenir.

Le second aspect de ces « armes vivantes » est qu'elles sont indissociables du secret. Un État souhaitant mettre au point un programme d'armement biologique a toutes les raisons de le dissimuler, d'abord pour des raisons normatives et politiques, car enfreindre la CIAB induirait de trop grands coûts aux décideurs ; puis pour des raisons stratégiques, étant donné que l'effet d'une attaque sera

d'autant plus important que la défense n'aura pas été préparée. Même en ce qui concerne les activités légitimes impliquant des biotechnologies, le secret a son importance pour préserver les intérêts commerciaux ou les capacités de défense. Toutefois, ce culte du secret a des effets néfastes, illustrés au chapitre 3, *via* les exemples de l'Union soviétique et de l'Afrique du Sud. Dans ces deux cas, la compartimentation des connaissances sur le programme biologique a empêché une surveillance de la part des civils, concentré la décision sur un très petit nombre de personnes, et rendu la responsabilisation plus difficile.

Prises ensemble, ces deux caractéristiques de multi-usage et de dissimulation compliquent largement les activités de renseignement à l'égard des programmes biologiques. De plus, ces difficultés sont aggravées par un manque cruel de personnel qualifié sur les armes biologiques, y compris au sein de la CIA, et par le fait que les sources privilégiées de renseignement – image satellite et interception des communications – ne suffisent pas à identifier avec certitude des programmes biologiques. Il est alors nécessaire de déceler l'intentionnalité de l'adversaire – une analyse plus sujette à des biais –, ou de recourir aux sources humaines de renseignement (notamment les transfuges), qui ne sont pas réputées pour leur fiabilité.

Pourtant, le renseignement représente selon l'auteur l'une des meilleures mesures de défense possibles face à ces armes. Un renseignement de qualité permet en effet de mobiliser des ressources pour préparer la défense et la réponse diplomatique en cas d'attaque ; de justifier l'envoi de missions de vérification des programmes biologiques dans les pays suspectés d'en développer un ; de planifier des actions militaires pertinentes, et d'éviter que les gouvernements ne se préparent au pire et ne causent ainsi un dilemme de sécurité. À la suite de cette analyse au chapitre 4, la difficulté à produire des analyses qualitatives est illustrée par les erreurs des services de renseignement américains au sujet des programmes biologiques soviétique et irakien, des cas emblématiques qui justifient de renforcer aujourd'hui les capacités des services de renseignement sur ce sujet, selon Gregory Koblentz.

Enfin, le dernier temps de la réflexion est consacré au bioterrorisme. En raison de l'imprédictibilité relative des armes biologiques, de nombreux auteurs ont considéré que ce type d'armes serait plus vraisemblablement utilisé par des organisations terroristes. Or Gregory Koblentz atténue cette considération. Après avoir passé en revue les très rares cas de bioterrorisme connus, l'auteur avance que les organisations terroristes ne sont pas les mieux placées pour développer ce type d'armement en raison

de leur manque de ressources scientifiques et financières et de leur préférence pour les armes à feu ou explosives. Plusieurs arguments sont également donnés pour nuancer le risque que des États soutiennent des groupes terroristes dans l'acquisition d'armes biologiques. Ce chapitre conclut donc que même si rien ne peut être présagé, l'imminence du risque bioterroriste est moindre qu'on ne le prétend.

En somme, avec *Living Weapons* Gregory Koblentz nous apporte une réflexion à la fois concise, accessible et mesurée sur les armes biologiques. Sa réflexion s'appuie sur de nombreux exemples détaillés, et des recommandations complètent son analyse au dernier chapitre. À l'inverse de nombreux livres sur le sujet qui déroulent un historique des programmes biologiques ayant existé, celui-ci se distingue par sa capacité à dégager, à partir des caractéristiques singulières des armes biologiques, des généralités sur leur utilisation stratégique et les moyens les plus efficaces de prévenir leur emploi.

Chloé GONDAT
Assistante de recherche

À VENIR

14 avril : Webinaire « [Environnement et conflits – Géopolitique des énergies renouvelables](#) », IRSEM/ Institut des Amériques, avec Audrey Sérandour et Caixia Tan, 16h-18h. [Inscription obligatoire.](#)



La lutte contre le changement climatique est à la fois source de coopération multilatérale et de tensions et conflits pour la course aux énergies renouvelables. Cette séance propose une analyse croisée de ces enjeux géoéconomiques et climatiques à travers une mise en dialogue de deux études de cas qui mettent en lumière la rivalité des puissances, les rapports Nord-Sud et les multiples échelles de gouvernance liées à la production et au commerce des énergies renouvelables.

Audrey Sérandour, docteure en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, examinera les relations de coopération qui prennent forme autour du lithium en Amérique du Sud. Dans le contexte de transition énergétique, la demande mondiale pour cette ressource ne cesse d'augmenter et les gisements andins attirent l'attention des investisseurs internationaux et des États qui souhaitent sécuriser leurs approvisionnements. En Amérique du Sud, les ententes régionales peinent à prendre forme entre les États argentin, bolivien et chilien. En revanche, d'autres échelles de coopération apparaissent, portées par d'autres acteurs.

Caixia Tan, docteure de l'Université Sorbonne Nouvelle, se focalisera sur les relations américano-chinoises relatives au secteur de l'énergie solaire photovoltaïque (PV). Elle analysera la coopération bilatérale tant au niveau industriel qu'institutionnel, motivée par des intérêts économiques et/ou par l'impérieuse nécessité de la diversification du mix énergétique et de lutter contre le changement climatique en augmentant la part des énergies renouvelables.

Les mécanismes de coopération seront mis en évidence en parallèle avec une intensification de la rivalité entre les deux puissances dans le secteur solaire, notamment en matière d'innovation technologique, de politique industrielle, de production, de prix et de commerce.

Audrey Sérandour, docteure en géographie, a réalisé une thèse à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'UMR 8586 Prodig sur la géographie politique du lithium sud-américain (Argentine, Bolivie, Chili). Depuis février 2021, elle est post-doctorante à l'université de Haute-Alsace (CRESAT).

Caixia Tan, docteure en civilisation américaine de l'Université Sorbonne Nouvelle et membre du Center for Research on the English-speaking World (CREW), a consacré sa thèse aux acteurs clefs, dynamiques et défis dans les relations américano-chinoises relatives au secteur des énergies solaires de 1979 à 2016. Elle enseigne en tant qu'ATER à la Sorbonne Nouvelle au département de LEA et intervient régulièrement dans des séances de séminaires portant notamment sur les relations entre les États-Unis et la Chine.